

Le Message ECONOMIQUE



غرفة التجارة والصناعة والخدمات
لجهة طنجة - تطوان - الحسيمة
Chambre de Commerce d'Industrie et de Services
TANGER - TETOUAN - AL HOCEIMA

Le Magazine de la Chambre de Commerce

Spécial Covid -19 Mars-Juin 2020

**FACE AUX CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES DE COVID-19 SUR LA RÉGION TTA**

Coronavirus

COVID 19

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE ET FEUILLE DE ROUTE



Interview Avec

Mr. Adil Rais

Président de la CGEM Nord
et Président de l'Association
de la zone Industrielle de Tanger (AZIT)



CATERING FOR BUSINESS



TENDY'S TOUT PRÊT, TOUT FRAIS



PRÉPARÉ SUR PLACE SANS CONSERVATEUR



PLUTÔT FAST GOOD QUE FAST FOOD

Le Message ECONOMIQUE

Le Magazine de la Chambre de Commerce
d'Industrie et de Services - Numéro 5
Région Tanger - Tétouan - Al Hoceïma

Président de Publication :

Omar Moro

Directeur de Publication :

Rabiah El Khamlichi

Comité de Publication :

Mustapha ben Abdelghafour

Houssain Ben Taib

Achraf Boujir

Othman Ben Yaâkoub

Président du Comité de Rédaction :

Nassar Fakh Lanjri

Cordination et supervision de l'exécution :

Noura Issaoui

Rédacteurs :

Noura Issaoui

Amzaib Sadik

Rajae El Harras

Numéro de dépôt légal :

09/2019

IBNORD

Centre Copie & Impression Numérique

Réalisation et Impression :

IBNORD s.a.r.l.

3, Avenue Allal Ben Abdellah -
Tanger

Tél. : 05 39 34 35 66

Collaborateur :

Saoud Abdelmalek

Conception et Réalisation :

Bilal Benomar

Sommaire

Spécial Covid 19 Mars-Juin 2020



Covid 19 : Des Répercussions néfastes et négatives sur les Secteurs d'activités économiques Marocains

Les mesures prises par le Maroc pour lutter contre le **Covid-19**

Tourisme Post Corona Virus

Interview avec Mr. Adil Rais
président de la CGEM Nord
et président de l'Association de
la zone industrielle de Tanger (AZIT),

Edito



Omar MORO

Président de la CCISTA
de la FMCCIS

Le Covid, un catalyseur

Le Corona virus et la maladie qu'il provoque, **le Covid-19** ont réussi à provoquer dans la société marocaine, ce que des années d'évolution n'ont pas réussi, faire sortir ce qu'il y a de mieux en eux-mêmes. La crise provoquée par la pandémie a tout naturellement mené vers la création d'un fonds dédié pour la pandémie le Fonds Covid. Ce dernier a permis à tous les marocains, personnes physiques et morales d'exprimer à sa juste valeur la générosité du Marocain. Alors que les fonds coulaient vers le compte spécial mis en place, les ingénieux esprits nationaux se sont mis d'accord pour lancer la production de masques et de bavettes en un temps record laissant pantois la plupart des pays européens. Certains de ces pays n'ont même pas pu s'en faire livrer de Chine.

Dans la même foulée, des chercheurs de tout bords ont réuni leurs forces pour produire des respirateurs artificiels, un équipement high-tech que seules les superpuissances avaient la capacité de fabriquer.

Fallait-il que l'on soit en crise pour y arriver, il semble que oui, que c'est pendant les moments difficiles que l'être humain arrive à se dépasser.

Encore faut-il que ces efforts ne partent pas en fumée. Il est temps de se lever et de travailler en cherchant la meilleure façon d'investir son capital et son savoir-faire pour aider la communauté et s'aider soi-même. Le Covid a provoqué beaucoup de dégâts mais les occasions sont tout aussi nombreuses pour redémarrer et rebondir.

TANGER CARREFOUR DES EXPERTS

**A chaque support, un usage spécifique
pour des utilisateurs spécifiques.**

Le guide Imprimé
pour aider professionnels
et particuliers à trouver les bons contacts.



www.tanger-carrefourdesexperts.ma
Pour effectuer des recherches en bénéficiant
de la rapidité d'Internet et de l'efficacité
de notre moteur de recherche.

Application
Pour faciliter la vie quotidienne
des particuliers dans la région
Tanger - Tétouan - Al Hoceïma.



LE GUIDE QUI VOUS FACILITE VOTRE VIE



Afin de fonder ses actions sur des propos scientifiques et réalistes, la chambre de commerce, d'industrie et des services de la région Tanger - Tétouan - Al Hoceima a commandé une étude prospective dans le but de mesurer et d'évaluer l'impact de la pandémie « Covid-19 » et l'état d'urgence sanitaire qui l'a accompagné sur l'économie régionale en général et sur les entreprises de commerce d'industrie et des services de la région, en particulier.

L'étude, qui se situe dans 82 pages, donne une synthèse des événements sanitaires, politiques, économiques et sociaux en rapport avec la pandémie à différentes échelles internationale, nationale et régionale, avant de présenter les résultats de l'enquête qu'a effectués la CCIS-TTA, auprès d'un échantillon représentatif (par secteur, par taille et par territoire) de notre économie régionale.

Au total, ce sont 2000 entreprises qui ont été approchées. Elles ont répondu à un questionnaire composé de 7 groupes de questions en rapport avec le niveau de l'impact de la pandémie sur les activités de production, sur l'emploi et sur le chiffre d'affaires, pendant les deux premiers mois de l'état d'urgence. Les autres questions, dans le cadre de la gouvernance, ont cherché à connaître l'origine de la crise, les moyens utilisés par les entreprises pour lui faire face, quel jugement portent les entreprises sur les actions déployées par les pouvoirs publics et enfin leurs attentes futures.

En sommes, l'étude se compose de 5 éléments.

I- Le préambule :

Il expose la vision stratégique du président de la CCIS-TTA face à cette pandémie et ses diverses conséquences jamais égalées dans l'histoire moderne de notre nation. Il donne un positionnement à l'étude dans le contexte politique, économique et social actuel et balise, par la même occasion, les orientations stratégiques qui doivent guider l'étude elle-même dans un esprit de

Compte rendu de l'étude : « Face aux conséquences économiques et sociales de Covid-19 sur la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima Résultats de l'enquête et Feuille de route »

gouvernance, de convergences, de durabilité, de défis, de patriotisme ...

II- L'état des lieux de la pandémie :

Cette partie présente les grandes composantes du contexte de covid-19 dans le monde, sur le plan national et à l'échelle de la région TTA. Elle présente l'état sanitaire de la pandémie, son évolution et sa prospective. Elle chemine sur la gestion de la pandémie et de ses conséquences économiques et sociales au niveau national et aussi au niveau de la chambre de commerce, d'industrie et des services. Elle rappelle les différentes décisions prises par S. M. le Roi Mohammed 6, que Dieu l'assiste, ainsi que les différentes actions entreprises par le gouvernement marocain au niveau sanitaire, économique, financier, social ...

La même partie rappelle aussi la réaction de la CCIS-TTA au niveau stratégique, administratif et opérationnel pour être au rendez-vous face à la pandémie et auprès des professionnels et des interlocuteurs et partenaires publics et territoriaux. Un travail qui a commencé très tôt, depuis les premiers signes, par une réadaptation de l'organigramme de fonctionnement des différents services (au niveau central comme au niveau provincial), une contribution généreuse au fonds spécial créé par S.M le Roi, un travail de proximité pour accompagner et sensibiliser les professionnels ...

Pour mieux positionner l'étude, il fallait rappeler aussi les conséquences économiques, financières et sociales de la pandémie sur l'économie mondiale (en particulier chez les partenaires de l'économie marocaine) et sur l'économie nationale. Cette



Abderrahman SADDIKI
Faculté de Droit de Tanger

opération aidera par la suite à esquisser une feuille de route pour l'après Covid-19.

III- Zoom sur la région et son économie :

Afin d'apprécier à leur juste valeur les différents résultats qui seront présentés dans la partie consacrée aux résultats de l'enquête, le « Zoom » expose les différents indicateurs économiques, sociaux et financiers de la région TTA par rapport à l'économie nationale. On apprend alors que notre région se compose de 146 communes et que sa population représente un peu plus de 10% du total national. C'est aussi une région de forte densité, relativement jeune, avec des performances économiques relatives à sa représentativité démographique, voire plus oscillante, entre 10 et 15 des indicateurs nationaux.

La région affiche une spécialisation relative en industrie, en tourisme et en commerce. Elle est plus attractive pour les touristes nationaux qu'internationaux.

IV- Résultats de l'enquête :

Les entreprises ayant participé à l'enquête couvrent l'ensemble du territoire régional et sont localisées dans les huit provinces et préfectures que compte la région. Leur poids dans l'échantillon est relatif au poids de la province tout comme les secteurs qu'elles représentent dans l'économie régionale.

Les entreprises du commerce représentent 56% de l'échantillon, celles des services 32% et enfin celles de l'industrie 12%.

Par ailleurs, les entreprises de Tanger - Assilah représentent 59% du total contre 16% pour Al Hoceima, 11% pour Tétouan, 9% pour Larache alors que les autres provinces se répartissent les 5% restant. Quant à la taille, la TPE et la PE sont présentes à hauteur de 50 voire 70% selon le secteur économique (71% en industrie, 61% en commerce et 51% dans les services).

... **Activités à l'arrêt total ou partiel** L'enquête a révélé que 69% des entreprises de la région ont dû arrêter leurs activités pendant les deux premiers mois de l'état d'urgence. 15% l'ont arrêté à hauteur de +50% et 13% à des niveaux inférieurs à 50%. Seuls 3% se disent ne pas être affectés par la crise. Ces pourcentages se répètent aux mêmes grandeurs aussi bien au niveau territorial (par provinces et préfectures) que par secteurs. De petites variances ont été remarquées pour ce qui est de l'impact de la crise selon la taille des entreprises et selon les secteurs.

à titre d'exemple, les petites et les grandes entreprises industrielles ont été relativement moins atteintes.

... État d'urgence est le responsable

Selon les deux mille entreprises participant à l'enquête, l'état d'urgence sanitaire déclarée pour les pouvoirs publics dans l'ensemble du territoire national depuis le 16 mars 2020 est la principale cause de la situation de crise (60%). Les autres raisons lui sont liées de façon directe ou indirecte, comme l'absence de clients (27%), le manque de financement (7%), les perturbations enregistrées dans circuits du transport et de la logistique (6%) ou encore l'indisponibilité des ressources humaines.

... Coût social lourd

Le coût social de l'état d'urgence était au même niveau que celui de l'arrêt des activités dans les entreprises. 67% des emplois ont dû être au chômage total et 25% au chômage partiel. Seuls 8% d'emplois ont été épargnés par la crise. Les pertes en matière d'emploi au niveau sectoriel suivent le même rythme. Les grandes et les moyennes entreprises industrielles ont été les plus atteintes à plus de 90%.

... **Chiffre d'affaires en berne** 93% des entreprises tous secteurs, tailles et territoires confondus sont convaincues que leur chiffre d'affaires pour l'année en cours enregistrera une baisse drastique. 40% ont des pronostics plus sombres et prévoient des chutes record de l'ordre de 50 à 100%, comparées à une année normale. Le secteur des services et celui du commerce non alimentaire sont les plus touchés par la contraction. Le commerce alimentaire et quelques industries dont les produits ont connu une augmentation de la demande pendant cette période s'en sortent relativement mieux.

... Mesures insuffisantes

Au total, 79% des entreprises trouvent que les mesures prises par les pouvoirs publics pour les soutenir à tenir le coup face à la pandémie sont insuffisantes. Quelques petites nuances sont à souligner selon le secteur, la taille ou le territoire. En général, les grandes et moyennes entreprises industrielles sont relativement plus satisfaites que les TPE et les PE du commerce et des services qui ont eu du mal à accéder aux différents dispositifs mis au profit des entreprises structurées.

... Moyens du bord pour affronter la crise

50% des entreprises déclarent avoir affronté la crise par leurs propres moyens. 26% seulement ont pu compter sur les services de la CNS5. 6% ont accédé aux crédits subventionnés. Des divergences existent selon les secteurs, la taille ou le territoire. Les entreprises ayant pu profiter des services de la CNS5 ou des crédits subventionnés sont dans leur majorité des grandes et moyennes entreprises structurées appartenant au secteur industriel. Les petits commerçants et les professionnels des services n'ont pu compter que par leurs propres moyens. La géographie de localisation des grandes et moyennes entreprises explique le fait que les entreprises de Tanger-Assilah ont profité plus que les autres provinces de ce « privilège ».

... **Besoins d'ordre financier et fiscal** Pour se tenir prêts et être au rendez-vous du défi de l'après Covid-19, les entreprises de la région TTA ont exprimé des besoins majoritairement d'ordre financier et fiscal à hauteur de 75%. 22% ont exprimé des besoins en soutien juridique, pour mieux comprendre leurs droits et obligations ou encore en matière de gestion des entreprises (comptabilité, finance, RH ...), de formation, de qualification et de logistique.

V- Feuille de route de la CCIS-TTA

L'analyse approfondie du contexte actuel à différentes échelles locale, régionale, nationale et internationale et sur plusieurs plans politique, géostratégique, économique, culturel en plus des leçons tirées des résultats du diagnostic participatif, à travers l'enquête, ont balisé les axes de la feuille de route de la CCIS-TTA pour la période de l'après covid-19.

Consciente de sa place dans le paysage socioéconomique de la nation, du défi de la période qui s'annonce, de la responsabilité qui pèse sur le secteur, la CCIS-TTA a présenté une feuille de route en huit axes majeurs :

1- Le volet institutionnel : Il vise la valorisation des rôles des CCIS comme interlocuteur fiable et comme partenaire socioéconomique et territorial de rigueur, via une réforme des lois en vigueur, d'une

spécification des prérogatives, d'une correction du rôle sectoriel et territorial des CCIS...

2-Volet organisationnel : il ambitionne de doter les CCIS d'organes disposant de compétence et des moyens pour faire la différence sur les différents plans à travers une mise à niveau des ressources, un renforcement de la qualité des services, un renforcement des mécanismes de la gouvernance...

3-Volet financier et fiscal : il aspire à la consolidation et la généralisation de la batterie des mesures prises pendant la période de confinement, tout en recherchant d'autres, plus intelligentes et durables. Ceci passe par la facilitation l'accès aux crédits avantageux, l'allègement les poids du système fiscal, le rééchelonnement des crédits...

4-Volet social : il propose la généralisation de la couverture sociale pour l'ensemble des professionnels, des commerçants et des autoentrepreneurs, la résolution des problèmes liés aux commerçants ambulants, le renforcement du dialogue social sur des bases de solidarité, la requalification des métiers ...

5- Volet sectoriel : Il préconise le déclenchement d'un plan spécial de sauvegarde et de relance des secteurs sinistrés, la relance du tourisme régional, la sauvegarde des PE et TPE par un plan de réseautage territorial et sectoriel...

6- Volet territorial : Il œuvre pour une équité spatiale en matière d'équipements, de promotion et d'infrastructures dans tout le territoire régional.

7- Volet digital : il vise l'accompagnement et l'assistance les professionnels en vue d'acquiescer l'arme numérique, aussi bien dans la gestion que dans la commercialisation, à travers des mesures concrètes de mise à niveau des ressources et des installations, des schémas directeurs de relance...

8- Volet environnemental : Il instaure une culture durable de respect des variables écologiques aussi bien dans la consommation que dans la production en encourageant les initiatives en faveur de l'environnement, en adoptant une stratégie de développement inclusif et durable...



Covid-19

Des Répercussions néfastes et négatives sur les Secteurs d'activités économiques Marocains

Au Maroc La pandémie de Covid-19 en 2020 a d'importantes conséquences économiques et sociales dus aux effets exogènes, conséquences des fermetures de frontières et des effets endogènes, conséquences des mesures de confinement internes qui relèvent des décisions des pouvoirs publics et qui se sont traduites par l'arrêt de nombreuses activités.



Par Noura Issaoui

Le Covid-19 a fortement impacté notre économie marocaine. Le Covid fait perdre 30 MMDH et 8,9 points de croissance au 2e trimestre. Dans une note du HCP (Haut-commissariat au Plan) sur la situation des principaux indicateurs économiques estimés pour le premier trimestre et les prévisions pour le deuxième trimestre 2020 arrêtée au 20 avril, Le HCP prévoit une régression du PIB de 6,8 % en variation annuelle. Cette régression est due en raison de :

- L'aggravation de la crise sanitaire liée au COVID-19, où les mesures de confinement ont été strictes, ce qui a poussé les entreprises à limiter au maximum leurs besoins de financement.

- une baisse de près de la moitié du rythme de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire, suite à un arrêt presque total dans les activités de restauration et d'hébergement, d'une réduction de 60% de l'activité dans le transport et de 22% dans le commerce.

- Recul de l'investissement au rythme de -26,5% par rapport au

deuxième trimestre 2019,

- Par secteur d'activité, la croissance de la valeur ajoutée agricole s'établirait à -4,2% au deuxième trimestre 2020, alors que celle des activités non-agricoles se replierait de 6,9%, au cours de la même période.

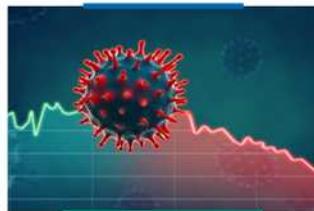
- les exportations devraient se replier de 6 % et les importations de 8,4 %.

- la demande étrangère adressée au Maroc devrait s'infléchir de 6%, au deuxième trimestre 2020, une baisse de la demande interne qui affecterait l'activité de la plupart des secteurs productifs.

- Les industries manufacturières seraient les plus affectées par le repli de la demande étrangère adressée au Maroc, avec la chute de la production des secteurs de l'automobile, du textile et des industries électriques.

Au total, la croissance économique nationale serait amputée de 8,9 points, au deuxième trimestre 2020, par rapport à son évolution d'avant crise COVID-19, au lieu de -3,8 points prévu au 7 avril. Cela représenterait

une perte globale potentielle d'environ 29,7 milliards de DH pour la première moitié de 2020, au lieu de 15 milliards DH prévue au 7 avril.



Par ailleurs, dans une autre enquête du HCP qui a été réalisée au début d'avril 2020 sur 4000 entreprises organisées opérant dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'énergie, des mines, de la pêche, du commerce et des services marchands non financiers, les secteurs les plus touchés par cette crise et qui sont en arrêt provisoire ou définitif sont :

- l'hébergement et la restauration avec 89% d'entreprises en arrêt.
- Les industries textiles et du cuir et les industries métalliques et mécaniques avec 76% et 73%.

- le secteur de la construction avec près de 60% des entreprises en arrêt.
- Activités immobilières avec près de 63% des entreprises en arrêt.
- Pêche, l'énergie et Mines avec près de 24%, 63% et 32% des entreprises en arrêt.
- le secteur du Commerce avec près de 46% des entreprises en arrêt
- Transport et entreposage avec près de 54% des entreprises en arrêt.
- Information et Communication avec près de 48% des entreprises en arrêt...etc.

Soit un total de 57% de l'ensemble des entreprises (près de 142000 entreprises) ont déclaré avoir arrêté définitivement ou temporairement leurs activités. Sur ce total, plus de 135000 entreprises ont dû suspendre temporairement leurs activités tandis que 6300 ont cessé leurs activités de manière définitive.

Ajouté à cela près de 67% des Entreprises Exportatrices auraient été impactées par la crise sanitaire. Une entreprise sur 9 aurait arrêté définitivement son activité, 5 sur 9 entreprises auraient procédé à un arrêt temporaire alors qu'un tiers des entreprises restent encore en activité mais elles auraient dû réduire leur production.



Quant à l'impact de la pandémie sur le maintien de l'emploi, Selon HCP, 27% des entreprises auraient dû réduire temporairement ou définitivement leurs effectifs. Ainsi près de 726000 (Hors secteurs financier et agricole) postes auraient été réduits (20% de la main d'œuvre des entreprises organisées), dont 21 % pour les TPE, 22% pour les PME (57%

sont des employés des TPME (très petites, petites et moyennes entreprises)) et de 19% pour les GE. Par secteur, le secteur de Services avec 245000 postes de travail (17,5% de l'emploi total de ce secteur), suivi du secteur de l'industrie (compris la pêche, l'énergie et mines), avec une réduction de 195000 postes (22% de la main-d'œuvre dans ce secteur). Le secteur de la construction près de 170000 postes d'emploi (24% de l'emploi global de ce secteur). Et plus 133000 emplois auraient été réduits au niveau du secteur exportateur, (18% de l'ensemble des emplois réduits tous secteurs d'activités économiques confondus (726000).

En outre, une étude aussi du HCP sur le marché du travail du premier trimestre arrêtée le 20 mars (Elle n'intègre donc pas les effets de l'état d'urgence sanitaire et du confinement sur l'emploi) a révélé une hausse du taux de chômage à 10,5%, il est ainsi passé de 9,1% à 10,5% au niveau national, de 13,3% à 15,1% en milieu urbain et de 3,1% à 3,9% en milieu rural.

La note fait également ressortir que trois régions près des trois quarts des chômeurs (75,3%) sont concentrés dans cinq régions, à savoir Casablanca-Settat qui vient en première position avec 26,6% de chômeurs, suivie de Rabat-Salé-Kénitra (14,9%), de Fès-Meknès (12,8%), de l'Oriental (11,6%) et de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (9,5%).

*Source : Le Haut-Commissariat au plan (HCP).

<https://www.hcp.ma/>

Les mesures prises par le Maroc pour lutter contre le Covid-19

Pour faire face à la crise, le gouvernement suivant les instructions royales a donné la priorité à la santé et à la sécurité des citoyens. Le Maroc a mis en place des mesures pour contenir la propagation de l'épidémie. Ces mesures concernent ; la fermeture des frontières, l'annulation de tous les rassemblements et les manifestations, la limitation des déplacements, la fermeture écoles, lycées, universités, cafés et restaurants, mosquées, entre autres, visant à protéger les citoyens et lutter contre la propagation du virus, outre la publication d'un décret-loi relatif à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire.

Par ailleurs pour anticiper les effets du Covid-19, afin de faire face à ses répercussions sanitaires, économiques et sociales, un soutien et un appui ont été apportés aux catégories vulnérables et touchées par cette pandémie.



1- La Création d'un fonds national de solidarité pour la gestion de l'épidémie (compte d'affectation spéciale) : sur instructions du roi Mohammed VI ce fonds lancé le 15 mars, est dédié à la gestion de la pandémie du Covid-19. Doté d'un montant initial de 10 milliards de dirhams, imputé sur le budget général, il a été créé pour :

1- La prise en charge des dépenses de mise à niveau du dispositif médical.

2- Le soutien de l'économie nationale pour faire face aux chocs induits par cette pandémie.

3- La préservation des emplois et l'atténuation des répercussions sociales de la pandémie.

A la date du 24 avril, le ministre de l'Économie, des finances et de la réforme de l'administration, Mohamed Benchaâboum a dévoilé les détails des décaissements entrepris à ce jour du Fonds spécial Covid-19, dont il a expliqué que ce fonds a atteint 32 Mrds DH, et Les dépenses du Fonds s'élevaient à 6,2 Mrds Dh, dont 2 milliards ont été alloués au ministère de la Santé pour l'acquisition du matériel et dispositifs médicaux nécessaires pour faire face à la pandémie, aussi ce fonds permettra également d'apporter le soutien nécessaire à l'économie nationale afin d'absorber les chocs négatifs provoqués par la pandémie (la diminution ou l'interruption d'activité dans certains secteurs et la perte d'emplois).



*Et Selon le cabinet Afrique Advisors, les montants reçus par le Fonds Covid-19 ont atteint pas moins de 32,8 milliards de dirhams au 1er avril 2020. La plupart des dons provient des institutionnels et parmi les principaux donateurs:

Institutionnels	Société privé	Personne physique
*Budget général de l'État avec 10 milliards DH,	*Al Mada vient en tête des donateurs avec (2 MMDH)	*Moulay Hafid Elalamy (200 MDH)
*Maroc Telecom (amendes de l'ANRT) : 3,3 MMDH	*Afriquia Gaz : 1 MMDH,	*Anas Sefrioui (200 MDH)
*l'Union européenne (4,5 MMDH),	*ANCFC : 1 MMDH	Abdellam Ouaddou (un million de DH).
*Groupe OCP (3 MMDH).	*DGSN et DGST (40 MDH),	*Parlementaires et Membres du gouvernement.
*Banques et Mutuelles : Bank of Africa et la Banque centrale populaire (1 MMDH), suivies de MAMDA-MCMA avec 500 MDH.....	*Petrum et Cosumar : 100 MDH,	
*Fédérations, Fondations et Associations :	*Azara (25 MDH),	
l'Association des régions en tête (1,5 MMDH),	*Atlas Sahara (15 MDH),	
Fonds Hassan II (1 MMDH), Fondation Mohammed V pour la Solidarité (10 MDH),	*Novatis group (10 MDH),	
CGEM-OFPPPT-Syndicats (500 MDH).	*Olym (10 MDH),	
*TANGER-MED (300MDH)	*Centrale Danone (10 MDH),	
*CNSS (500 MDH).	*Portnet S.A (10 MDH),... TANGER-MED (300MDH)	
*SNTL (50 MDH)		
*La Fédération des Chambres Marocaines de Commerce, d'Industrie et de Service a contribué à hauteur de 5 MDH		
*La Chambre de commerce d'industrie et de services de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima fait don de 10 millions de DH.		
*CCIS-Marrakech-Safi (8MDH)		
CCIS-Fès-Meknès (5 MDH)		

Source : cabinet Afrique Advisors

Le Fonds a bénéficié également de donations non chiffrées.

2- Les mesures prises par les différents Etats pour atténuer les effets socioéconomiques de cette pandémie :



• La création du Comité de Veille Economique (CVE) : Cette cellule interministérielle, placée sous la présidence du ministre chargée des finances, est composé de huit membres du Gouvernement, de BAM(Bank Al-Maghrib), du GPBM, de la CGEM et de la Fédération des Chambres du Commerce, de l'Industrie et des Services et celle des Chambres de l'artisanat. Elle a été

chargée du suivi des répercussions économiques directes et indirectes de la crise sanitaire du Covid-19 sur l'économie nationale, de suivre de près l'évolution de la situation économique à travers des mécanismes rigoureux de suivi et d'évaluation d'une part et d'autre part, d'identifier les mesures appropriées en termes d'accompagnement des secteurs impactés.

Les principales mesures prises par le CVE se résument comme suit :

Depuis sa première réunion tenue le 16 MARS 2020, Le CVE a lancé plusieurs dispositifs opérationnels immédiatement sur le plan Fiscal, Social et Financier :

I - Sur le Volet Social :

.Pour le personnel en arrêt d'activité, les mesures pour les salariés :

Une première série de mesures était mise en place et consistait en la suspension du paiement des charges sociales (cotisation CNSS) et la mise en place d'un moratoire pour le remboursement des crédits bancaires au profit des entreprises. Ces mesures resteront en vigueur jusqu'à fin juin 2020 :

1- Tous les salariés déclarés à la CNSS en février 2020, en arrêt d'activité, d'une entreprise en difficulté, bénéficieront d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 2000 dirhams net, des allocations familiales, et des prestations de l'AMO. Cet appui est apporté par le Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus.

2- Ces salariés pourront également bénéficier du report du remboursement des échéances des crédits bancaires (crédit consommation et crédit acquéreur) jusqu'au 30 juin 2020 à venir.

. Sur les mesures d'accompagnement en faveur du secteur informel, ces mesures sont mises en deux phases:

1- Première phase : les ménages Ramedistes opérant dans l'informel qui n'ont plus de revenus du fait du confinement obligatoire, peuvent bénéficier d'une aide de subsistance qui sera servie par le fonds Coronavirus créé par Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste, déterminé comme suit : 1.800 dirhams pour les ménages de deux personnes ou moins ;

2.1000 dirhams pour les ménages formés de trois à quatre personnes ;
3.1200 dirhams pour les ménages de plus de quatre personnes.

2- Deuxième phase : Pour les Non-ramedistes, opérant dans l'informel qui ont perdu leurs revenus à cause du confinement, les mêmes montants des aides leur seront accordés.

II - Sur le plan financier :

- Mesures pour les Entreprises, PME, TPME et les professions libérales en difficulté :

1- Suspension du paiement des charges sociales jusqu'au 30 juin 2020.

2- Mise en place d'un moratoire pour le remboursement des échéances des crédits bancaires et pour le remboursement des échéances des leasings jusqu'au 30 juin sans paiement de frais ni de pénalités.

3- Activation d'une ligne supplémentaire de crédit de fonctionnement octroyée par les banques et garantie par la CCG.

4- Sur le plan administratif, le CVE a pris note des mesures d'assouplissement qui visent à éviter aux entreprises titulaires de marchés publics de supporter des pénalités pour des retards d'exécution qui ne leur sont pas imputables.

5- Sur le plan de la gouvernance des sociétés anonymes, un projet de loi est en cours de mise au point pour introduire les souplesses nécessaires permettant notamment la tenue à distance, en cette période d'état d'urgence sanitaire, des réunions des organes délibérants, particulièrement en ce qui concerne les arrêtés des comptes.

6- La mise en place d'un nouveau mécanisme de garantie appelé « DAMANE OXYGENE », destiné à titre principal au tissu des TPME impactées par la crise, il vise la mobilisation des ressources de financement en faveur des entreprises dont la trésorerie s'est dégradée à cause de la baisse de leur activité. Il couvre 95% du montant du crédit et permet ainsi aux banques de mettre en place rapidement des découverts exceptionnels pour financer le besoin en fonds de roulement des entreprises cibles.

7- Mise en place d'un crédit à taux zéro pour les auto-entrepreneurs, impactés par la crise du Covid-19, pouvant atteindre un montant de

15000 dirhams. Ce crédit, qui sera disponible à partir du 27 avril 2020, est remboursable sur une période pouvant aller à 3 ans avec un délai de grâce d'un an. Les intérêts y afférents seront totalement pris en charge par le secteur des assurances. Ce dernier contribuera, en outre, pour un montant de 100 millions de dirhams au mécanisme de garantie mis en place par l'État, à travers la Caisse Centrale de Garantie.

8- Traitement comptable dérogatoire pour étaler les dons et les charges relatives à la période de l'Etat d'urgence sanitaire, sur 5 ans.

9- Extension du bénéfice de « DAMANE OXYGENE » aux entreprises opérant dans le secteur de l'immobilier dont la trésorerie s'est dégradée à cause de la baisse de leur activité.

10- Assouplissement des procédures de déclaration des salariés affiliés à la CNSS qui sont en arrêt provisoire. Les déclarations peuvent être faites sur une fréquence hebdomadaire à compter de ce mois d'avril 2020.

11- L'adoption par le Conseil National de la Comptabilité de la directive qui permet un traitement comptable dérogatoire pour étaler étaler les dons et les charges relatives à la période de l'Etat d'urgence sanitaire, sur 5 ans.

12- La publication de la directive de l'ordre des experts comptables relative aux incidences de la pandémie sur la mission d'audit des états de synthèse.

13- Pour les particuliers dont les revenus ont baissé du fait de l'état d'urgence sanitaire décrété, il a été décidé que l'Etat et le secteur bancaire prendront en charge l'intégralité des intérêts intercalaires, générés par le report des échéances des crédits logement et consommation pour la période s'étalant entre mars à juin 2020. Cette mesure est valable pour les personnes ayant des échéances mensuelles de crédit allant jusqu'à 3000 DH pour les crédits logement et

1500 DH pour les crédits consommation, y compris ceux contractés auprès des sociétés de financement.

14 - Prolongement du Damane Oxygène jusqu'au 31 décembre 2020, et sera revu et assoupli, avec une amélioration des conditions d'accès au financement pour le redémarrage, en faveur des Très Petites Entreprises (TPE), des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI).

15 - Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 500 Mdh seront intégrées dans un dispositif approprié pour le financement de la relance. Les mécanismes et les modalités opérationnelles de ce dispositif seront finalisés incessamment par un comité constitué par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Bank Al Maghrib, la CGEM et le GPBM. Ce dispositif de garantie par l'Etat du financement de la phase de relance des entreprises post crise. Il couvre tout le spectre des entreprises, publiques et privées, négativement impactées par la pandémie. Deux nouveaux produits de garantie sont ainsi lancés :

- « Relance TPE » : garantie de l'Etat à hauteur de 95% pour les crédits de relance de l'activité
- « Damane Relance » : garantie de l'Etat variant

entre 80% et 90% en fonction de la taille de l'entreprise.

16 - Pour soulager la trésorerie des TPME durant cette phase de redémarrage de l'économie, il a été décidé d'accélérer le paiement des dettes de ces entreprises auprès de certains établissements et entreprises publics impactés par cette pandémie. Un nouveau mécanisme est ainsi mis en place :

- L'établissement public ou l'entreprise publique arrête la liste détaillée des entreprises créancières devant être payées ;
- L'Etat accorde sa garantie pour la levée par l'entité publique concernée d'un emprunt dédié exclusivement au paiement des dites entreprises ;
- Les banques accordent le crédit et prennent en charge directement les paiements des entreprises concernées sur la base des informations communiquées par l'entité publique concernée.

*Le CVE s'est également penché sur la situation des Etablissements et Entreprises Publics (EEP). A ce sujet, il a été convenu la création d'un fonds de garantie spécifique permettant à ces EEP impactés par le COVID-19 de lever de nouvelles ressources financières nécessaires au renforcement de leurs financements permanents et, partant, leur assurer un développement souten-

able et durable de leurs activités.

III- Sur le plan fiscal :

1 - Les entreprises dont le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 est inférieur à 20 MDhs pourront si elles le souhaitent bénéficier d'un report du dépôt des déclarations fiscales jusqu'au 30 juin 2020.

2 - Suspension des contrôles fiscaux et des ATD jusqu'au 30 juin 2020.

3 - Report des délais des déclarations de revenus pour les personnes physiques qui le souhaitent, de fin avril au 30 juin 2020. Il a été, également, décidé d'exonérer de l'impôt sur le revenu, tout complément d'indemnité versé au profit des salariés (affiliés à la CNSS) par leurs employeurs, dans la limite de 50% du salaire mensuel net moyen.

*Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration

<https://www.finances.gov.ma/fr>

Dans une étude du HCP réalisée du 14 au 23 avril 2020 pour suivre l'adaptation du mode de vie des ménages sous la contrainte du confinement. Un ménage sur cinq (19%) a reçu une aide de l'Etat pour compenser la perte d'emploi : 13% dans le cadre du programme RAMED et 6% dans le cadre du programme d'aide aux salariés formels (CNSS).

49% des ménages affirment qu'au moins un de leurs membres actifs occupés a été contraint d'arrêter son activité, 40% d'entre eux ont reçu une aide de l'Etat ou de la part de l'employeur.

Selon la source d'aide, 31% des transferts reçus proviennent de l'Etat à travers le programme d'aide aux salariés formels (CNSS), 34% en milieu urbain et 16% en milieu rural. Rapportés à l'ensemble des ménages marocains, la part des ménages bénéficiaires de ce programme d'aide s'élève à 6% à l'échelle nationale, 8% en milieu urbain et 2% en milieu rural.



L'aide de l'Etat à travers le ciblage du programme RAMED a été évoquée par 67% des ménages bénéficiaires, 63% en milieu urbain et 81% en milieu rural. A l'échelle nationale, cette proportion s'élève à 13%, 15% en milieu urbain et 9% en milieu rural. Elle atteint 22% pour les ménages dirigés par des ouvriers et manœuvres agricoles, 19% par des ouvriers et artisans qualifiés, et 16% par des commerçants. Par ailleurs, l'enquête a révélé qu'une proportion importante de ménages évoque des difficultés à accéder aux aides publiques. 60% des ménages ayant un membre qui a perdu son emploi ont des difficultés d'accès aux aides publiques. 59% d'entre eux affirment qu'ils sont enregistrés mais non encore bénéficiaires, 54,5% en milieu urbain et 68% en milieu rural. Rapports à l'ensemble des ménages marocains, ces pourcentages s'élèvent à 21% à l'échelle nationale, 19% en milieu urbain et 26% en milieu rural. Les autres raisons se déclinent comme suit : 7% n'ont pas encore formulé leur demande au moment de l'enquête mais comptent le faire, 11% ne sont pas affiliés à la CNSS, 9% ne sont pas adhérents au RAMED et 3% estiment qu'ils n'ont pas besoin de l'aide.

Par ailleurs, l'enquête a révélé qu'une proportion importante de ménages évoque des difficultés à accéder aux aides publiques. 60% des ménages ayant un membre qui a perdu son emploi ont des difficultés d'accès aux aides publiques. 59% d'entre eux affirment qu'ils sont enregistrés mais non encore bénéficiaires, 54,5% en milieu urbain et 68% en milieu rural. Rapports à l'ensemble des ménages marocains, ces pourcentages s'élèvent à 21% à l'échelle nationale, 19% en milieu urbain et 26% en milieu rural. Les autres raisons se déclinent comme suit : 7% n'ont pas encore formulé leur demande au moment de l'enquête mais comptent le faire, 11% ne sont pas affiliés à la CNSS, 9% ne

sont pas adhérents au RAMED et 3% estiment qu'ils n'ont pas besoin de l'aide. *Source : Le Haut-Commissariat au plan (HCP).

De ce fait, suite aux résultats de cette enquête du HCP où près de 59 % des ménages enregistrés n'ont pas encore bénéficié du programme d'aide, le Comité de veille économique (CVE) a accordé des aides financières provisoires aux ménages du secteur informel qui ont perdu leurs sources de revenus du fait de l'état d'urgence sanitaire. Le déroulement de cette opération a été fait via un espace qui a été consacré, au niveau du portail www.tadamoncovid.ma, au dépôt des réclamations de ces travailleurs opérant dans le secteur informel. Dans ce cadre lors de sa huitième réunion tenue le 21 MAI 2020, le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration (MEFRA) a fait un bilan des principales mesures décidées par le comité, aussi il a dévoilé la procédure de dépôt des réclamations pour les aides et indemnités accordées aux ménages du secteur informel :

1- Pour les ménages du secteur informel, la première campagne d'administration des aides (Tadamon), a atteint 4,1 millions de ménages. Il reste encore près de 150 000 ménages à servir ; ce qui a été fait durant ces

derniers jours. Pour cela, le nombre d'agences mobiles a été renforcé (225 actuellement) pour desservir les zones les plus enclavées.

2-En ce qui concerne la deuxième opération (Tadamon), 3 millions de ménages ont déjà été servis à ce jour. Quant aux zones reculées n'ayant pas d'agences de paiement, l'opération se poursuit jusqu'à la fin de ce mois notamment, à travers les agences mobiles.

*Et pour que les ménages du secteur informel puissent s'informer du sort de leurs déclarations et déposer leurs réclamations, le CVE a annoncé que le site Internet « www.tadamoncovid.ma » a été modifié et qu'un traitement diligent sera réservé à ces réclamations toujours dans la même logique de servir les citoyens ayant perdu leur revenu suite aux contraintes imposées par le confinement.

3-Pour le secteur formel, 134 000 entreprises ont déclaré 950 000 salariés en arrêt provisoire de travail en avril dernier. Les indemnités les concernant ont été validées et payées le 13 Mai.

D'autre part, le site de la CNSS est actuellement ouvert aux déclarations relatives au mois de Mai.

4-Pour les entreprises, le rythme de traitement des dossiers de crédit garantis par l'Etat « Damane oxygène » s'est accéléré. A date 17 600 entreprises en ont bénéficié pour 9,5 milliards DH.



DAMANE OXYGÈNE ET DAMANE RELANCE

Par Rajae El Harras

Le programme Intelaka a été momentanément mis en stand-by compte tenu des mesures de confinement qui rendent notamment la constitution d'un dossier de crédit très difficile. En attendant, un retour à la normale pour accélérer la cadence des financements, le programme totalise, selon nos informations, un encours de crédits octroyés de 143,4 millions de DH.

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures décidées par le Comité de Veille Economique (CVE), visant l'atténuation des effets de la crise induite par le COVID-19 et ses impacts sur les entreprises en difficulté, le Ministère de l'Economie,

de roulement des entreprises cibles.

Note de cadrage du dispositif Damane Oxygène (CGEM)

Damane Oxygène est un mécanisme de garantie exceptionnel mis en place par la Caisse Centrale de Garantie dans le cadre des mesures décidées par le Comité de Veille Économique, pour venir en aide aux entreprises dont la trésorerie est fortement affectée par la pandémie actuelle:

- Un mécanisme temporaire sur 3 mois pour assurer la survie des entreprises et la préservation de l'emploi, à travers le financement des charges vitales. A ce titre, la

- Périimètre : couverture des charges courantes constatées en 2020, les engagements pris en 2019 ne pourront être inclus dans cette ligne

- Cible : entreprises touchées par la crise COVID-19 dont le CA ne dépasse pas 500 MDH, quelle que soit leur forme juridique

- Plafond : 20% maximum des lignes de fonctionnement existantes ou à mettre en place avec l'ensemble des banques partenaires, dans la limite de 20 MDH. Ce plafond sera fixé à 3 mois de charges si le précédent seuil ne permet pas de couvrir 3 mois d'exploitation.

- Affectation : les charges courantes, vitales pour l'entreprise et n'ayant pu être reportées ou suspendues:

- * Sont pris en charge : les frais du personnel, les loyers relatifs aux locaux exploités par l'entreprise, les dépenses d'entretien et réparation, les dépenses d'obligations légales (assurances, droits de douane...) les charges sociales et fiscales dont le paiement ne peut pas être différé, les factures d'eau, électricité, énergie, télécom...

- * Sont pris en charge dans la limite de 50% de l'enveloppe : les achats prioritaires et nécessaires pour le maintien de l'activité de l'entreprise, commandés ou à commander (via bon de commande/marché) au titre de l'activité de l'exercice 2020 et non encore réglés au moment du dépôt de la demande auprès de la Banque.

- * Sont exclus : les charges financières, le remboursement des échéances au titre des crédits leasing et/ou des crédits bancaires, le paiement des cotisations sociales CNSS, impôts et autres charges fiscales dont le paiement pouvait être différé.

DAMANE OXYGÈNE



des Finances et de la Réforme de l'Administration a mis en place, le jeudi 26 mars 2020, auprès de la Caisse Centrale de Garantie (CCG), un nouveau mécanisme de garantie appelé « DAMANE OXYGÈNE ».

Ce nouveau produit de garantie vise la mobilisation des ressources de financement en faveur des entreprises dont la trésorerie s'est dégradée à cause de la baisse de leur activité. Il couvre 95% du montant du crédit et permet ainsi aux banques de mettre en place rapidement des découverts exceptionnels pour financer le besoin en fonds

de relance de l'activité ne fait pas partie du périmètre de ce produit.

- Une ligne de financement additionnelle qui s'ajoute mais ne se substitue pas aux concours que la banque accorde à son client. Afin de fluidifier le déploiement et la gestion de ce mécanisme, plusieurs itérations entre la CCG, les responsables de banques et la CGEM ont permis d'en préciser les contours et modalités de mise en œuvre, dans un souci de transparence avec les opérateurs économiques:

- Échéance : durée de déblocage du crédit limitée au 30 juin 2020

- Taux d'intérêt : plafonné au taux de refinancement BAM + 200 points de base.
- Remboursement : in fine au plus tard le 31 décembre. En cas d'incapacité de l'entreprise à faire face à cette échéance, le découvert est alors amorti sur une période n'excédant pas 5 ans.
- Coût de la garantie : L'entreprise bénéficiaire sera amenée à régler, via sa banque, une commission de garantie de 0,1% (HT) par an.

Assouplissement de Damane Oxygène

À l'issue de la 7ème réunion de travail du Comité de Veille Économique (CVE), tenue vendredi 8 mai 2020, un communiqué a été publié, énumérant les observations et décisions prises par le Conseil.

Damane Oxygène sera revu et assoupli, avec une amélioration des conditions d'accès au financement pour le redémarrage, en faveur des Très Petites Entreprises (TPE), des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI). Il sera prorogé jusqu'au 31 décembre 2020 et aucune sûreté ne sera désormais exigée, détaille le CVE.

Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de dirhams seront intégrées dans un dispositif approprié pour le financement de la relance. Les mécanismes et les modalités opérationnelles de ce dispositif seront finalisés incessamment par un comité constitué par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Bank Al Maghrib, la CGEM et le GPBM.

Damane Oxygène: 13.200 entreprises déjà bénéficiaires

Le plan d'aide fourni par le gouvernement aux entreprises pour faire face à la pandémie du coronavirus va bon train. Les premiers chiffres rapportés après 6 semaines et demi d'activité révèlent que 13200

demandes d'un montant global de 7,3 milliards de DH ont été adressées aux banques.

Selon la même source, ces dernières se prêtent au jeu, le taux de rejet des dossiers n'est que de 1,4%. La plus grande partie des demandes porte sur des montants de moins de 2 millions de dirhams (97%). Cependant, de nombreux dirigeants de PME, lorsqu'ils ont sollicité le crédit Damane Oxygène, se sont étonnés et certains scandalisés, de voir leurs banques exiger une caution malgré la garantie de 95% de l'Etat adossée à ce dispositif. En fait, il ne suffit pas de déposer une demande pour décrocher le crédit comme semblent l'interpréter certains opérateurs. L'examen des dossiers obéit aux mêmes diligences et à la même rigueur de l'analyse du risque classique, rappellent les banquiers. La banque peut demander une garantie additionnelle si elle estime que l'entreprise présente des fragilités de nature à amoindrir sa capacité de remboursement. De sa part, la CCG assure ne pas exiger de

crédits Damane Oxygène.

En effet, pour les banques, la caution de l'État n'exclut pas une analyse de la solvabilité des emprunteurs. Les banques redoutent ainsi que les «crédits-covid» ne soient assimilés à des subventions et entraînent une vague d'impayés. En cas d'impayés, la procédure est identique à celle des autres produits garantis par la CCG, c'est-à-dire, que la banque récupère 50% de la garantie sur le champ et le reliquat une fois qu'elle aura épuisé toutes les voies de recouvrement, ce qui peut prendre plusieurs mois. Cela explique en partie le choix de certaines banques d'exiger des couvertures supplémentaires de leurs clients.

Seulement, on en vient à s'interroger sur la nature même de ce produit déployé par la CCG. S'il semble à première vue évident que dans le cadre de Damane Oxygène, c'est l'État qui est censé couvrir le risque de l'impact de la pandémie sur les entreprises saines, dans les faits, il arrive que l'on demande à ce que ce risque soit supporté par les entrepre



contrepartie à sa garantie Damane Oxygène mais qu'elle laisse l'appréciation aux établissements financiers. De son côté, une responsable de la Société Générale nous informe que les banques se réservent le droit d'exiger une caution personnelle ou autres garanties pour l'octroi des

neurs eux-mêmes... Dans ce cadre-là, l'annonce de 1,4% de taux de rejet des dossiers porte à s'interroger sur la part des dossiers acceptés sous conditions de garanties supplémentaires apportées par l'entrepreneur ou encore le nombre de dossiers qui n'ont jamais reçu de

réponse. La vraie question à se poser : sur les 13200 dossiers transmis aux banques, combien ont réellement commencé à être décaissés ?

Un appel à relancer le programme Intelaka

Lors d'une récente sortie médiatique, Abdellah El Fergui, président de la Confédération marocaine de TPE-PME, a déclaré que le secteur financier doit être présent pour l'accompagnement des TPE-PME dans leurs programmes de redémarrage. Pour cela, il recommande la relance et l'activation du programme "Intelaka" ainsi que son adaptation à la conjoncture actuelle du Covid-19, rapporte le site web de la chaîne 2M. Il souhaite également généraliser l'offre à toutes les TPE, y compris celles ayant plus de 5 ans.

«Après-coronavirus ne sera plus comme avant. L'union est l'unique moyen à même de permettre une sortie de cette crise avec le moins de dégâts possibles et de préparer le redémarrage de l'économie dans les meilleures conditions», estime El Fergui.

Reprise économique: Les crédits «Damane Relance»

De nouveaux produits sont disponibles pour la relance de l'économie nationale. Le Comité de veille économique a en effet annoncé le lancement de deux nouveaux produits de garantie des crédits aux entreprises: «Relance TPE» et «Damane Relance». Les deux produits devraient être disponibles dans le réseau bancaire incessamment.

Selon des sources bancaires de haut niveau, le produit de financement phare de la phase de relance, Damane Relance, sera disponible dans le réseau bancaire à partir du 15 juin.

Le CVE a arrêté le dispositif de garantie par l'Etat du financement de la phase de relance des entreprises

post crise. Il couvre tout le spectre des entreprises, publiques et privées, négativement impactées par la pandémie. Ce dispositif permet de financer le besoin en fonds de roulement des entreprises avec un taux d'intérêt

maximum de 4%, qui représente le taux directeur BAM + 200 points. Le remboursement de ces crédits peut s'étaler sur une période de sept ans avec deux ans de délai de grâce.

L'objectif de ces produits de garantie est de mobiliser, au cours du second semestre 2020, les financements nécessaires pour l'impulsion d'une dynamique économique qui agirait positivement sur l'emploi, sur les délais de paiement et pour rétablir la confiance entre partenaires économiques. Deux nouveaux produits de garantie sont ainsi lancés

« Relance TPE » et « Damane Relance ». Ces deux produits couvriront tout le spectre des entreprises négativement impactées par la crise sanitaire, depuis les TPE jusqu'aux grandes entreprises :

« Relance TPE » : la garantie de l'Etat est à hauteur de 95% pour les crédits de relance de l'activité accordés aux TPE, commerces et artisans dont le chiffre

d'affaires est inférieur à 10 millions de DH. Ces crédits peuvent représenter 10% du chiffre d'affaires annuel. Concernant «Damane Relance» qui bénéficie également aux grandes entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions de DH, la garantie de l'Etat varie entre 80% et 90% en fonction de la taille de l'entreprise. Il s'agit d'une garantie qui couvre les crédits accordés pour la relance de l'activité des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de DH.

« Damane Relance » : garantie de l'Etat variant entre 80% et 90% en fonction de la taille de l'entreprise. Cette garantie couvre les crédits accordés pour la relance de l'activité des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions DH. Ces crédits peuvent atteindre un mois et demi de chiffre d'affaires pour les entreprises industrielles et un mois de chiffre d'affaires pour les autres.

Damane oxygène

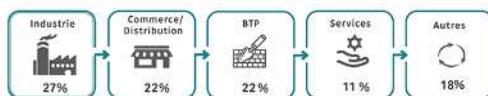
Plus de 7 MMDHS de crédits garantis pour lutter contre l'impact de la crise liée à la pandémie COVID-19

Arrêté à la date du 12 Mai 2020

Volume global des crédits garantis

7,3 Milliards DH

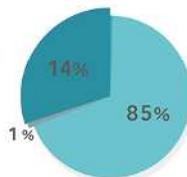
Répartition des crédits garantis selon les secteurs d'activité



Répartition du nombre d'entreprises selon le chiffre d'affaires

13 200

Entreprises bénéficiaires réparties comme suit :



■ <10 MDH
■ [10-200MDH]
■]200-500MDH]



Nous donnons vie à vos projets

www.ccg.ma

Banque oxygène

Plus de 7 MMDHS de crédits garantis pour lutter contre l'impact de la crise liée à la pandémie COVID - 19

7,3

Milliards DH

Répartition des crédits garantis selon les secteurs d'activité



Afin de contribuer à réduire les délais de paiement, 50% du crédit doit servir au règlement des fournisseurs. Ce produit couvre également les grandes entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions DH.

L'Etat accorde sa garantie pour la levée par l'entité publique concernée d'un emprunt dédié exclusivement au paiement des dites entreprises ;

- Les banques accordent le crédit et prennent en charge directement les paiements des entreprises concernées sur la base des informations communiquées par l'entité publique concernée.

*Le CVE s'est également penché sur la situation des Etablissements et Entreprises Publics (EEP). A ce sujet, il a été convenu la création d'un fonds de garantie spécifique permettant à ces EEP impactés par le COVID-19 de lever de nouvelles ressources financières nécessaires au renforcement de leurs financements permanents et, partant, leur assurer un développement soutenable et durable de leurs activités.

- Sur le plan fiscal

1- Les entreprises dont le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 est inférieur à 20 MDhs pourront si elles le souhaitent bénéficier d'un report du dépôt des déclarations fiscales jusqu'au 30 juin 2020.

2- Suspension des contrôles fiscaux et des ATD jusqu'au 30 juin 2020.

Report des délais des déclarations de revenus pour les personnes physiques qui le souhaitent, de fin avril au 30 juin 2020. Il a été, également, décidé d'exonérer de

*Source : Ministre de l'Economie, des

Finances et de la Réforme de l'Administration.

Dans une étude du HCP réalisé du 14 au 23 avril 2020 pour suivre l'adaptation du mode de vie des ménages sous la contrainte du confinement. Un ménage sur cinq (19%) a reçu une aide de l'Etat pour compenser la perte d'emploi : 13% dans le cadre du programme RAMED et 6% dans le cadre du programme d'aide aux salariés formels (CNSS).

49% des ménages affirment qu'au moins un de leurs membres actifs occupés a été contraint d'arrêter son activité, 40% liste détaillée des entreprises créancières devant être payées L'Etat accorde sa garantie pour la levée par l'entité publique concernée d'un emprunt dédié exclusivement au paiement des dites entreprises ;

- Les banques accordent le crédit et prennent en charge directement les paiements des entreprises concernées sur la base des informations communiquées par l'entité publique concernée. *Le CVE s'est également penché sur la situation des Etablissements et Entreprises Publics (EEP). A ce sujet, il a été convenu la création d'un fonds de garantie spécifique per-ferts reçus proviennent de l'Etat à travers le programme d'aide aux salariés formels (CNSS), 34% en milieu urbain et 16% en milieu rural. Rapportés à l'ensemble des ménages bénéficiaires de ce programme d'aide s'élève à 6% à l'échelle nationale, 8% en milieu urbain et 2% en milieu rural.

L'aide de l'Etat à travers le ciblage du programme RAMED a été évoquée par 67% des ménages bénéficiaires, 63% en milieu urbain et 81% en milieu rural. A l'échelle nationale, cette proportion s'élève à 13%, 15% en milieu urbain et 9% en milieu rural. Elle atteint 22% pour les ménages dirigés par des ouvriers et manœuvres agricoles, 19% par des ouvriers et artisans qualifiés, et 16% par des commerçants.

توسيع الاستفادة من آلية "ضمان أكسجين" لفائدة المقاولات العاملة في قطاع العقار التي تدهورت ذريبتها بسبب تراجع نشاطها

المصدر : لجنة اليقظة الاقتصادية

#نبقاو_متواصلين



Tourisme Post Covid-19

Par : Sadik Amzaïab

Dans une crainte accrue que le ralentissement économique soit profond et long, avec une reprise limitée et caractérisée par une anxiété contenue, les scénarios de la crise sanitaire restent difficiles et aléatoires devant des indicateurs macroéconomiques alarmants pouvant aller à un déficit de 7% et une croissance de -3% avec un taux de chômage préoccupant selon l'enquête du première et deuxième trimestre réalisée par le HCP relative à la croissance économique au Maroc en 2020.

L'industrie touristique au Maroc, après la fermeture des frontières et l'application des mesures de confinement, se trouve dans situation tellement inédite que personne ne peut définir ses conséquences afin de minimiser les séquelles de la crise sur le tissu d'entreprises touristiques. Toutes les prédictions sont pessimistes que le retour à la normale sera lent, puisque la relance du secteur dépend principalement des facteurs exogènes.

Particulièrement, l'état des lieux de ce secteur dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (RTTA)

n'est pas exclu de la situation générale d'autres destinations marocaines. Si ce secteur tablait sur 1,6 million d'arrivées en 2023 selon le plan d'action pour la promotion touristique présenté par le conseil régional du tourisme de la RTTA en mois de février 2020, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Dès la première semaine du mois de mars les opérateurs touristiques ont annoncé le début d'une crise caractérisée par la baisse des réservations et l'annulation des événements, pour devenir actuellement, en tête avec Casablanca dans la baisse de nombre de nuitées enregistrées au niveau des hôtels classés avec -67%.

Pour agir, le Conseil régional de la RTTA a adapté son plan d'action aux conditions de la crise sanitaire en concertation avec les associations et fédérations des professionnels du tourisme, les autorités locales et l'Office National Marocain du Tourisme. Le CRTTA a établi une feuille de route claire avec des actions prioritaires qui envisagent le constat. Le plan d'action se décline en des principaux axes à savoir, la promotion, la connectivité, le

développement des produits spécifiques et la formation.

S'agissant de l'axe promotionnel, le plan d'actions se focalise sur un programme de communication intensifié qui vise à intégrer le digital pour mieux promouvoir les atouts de la région en présentant des capsules thématiques destinés à toutes les provinces de la région ; des interviews, des communiqués de presse facilitant la connaissance de la destination et incitant les touristes à venir nombreux explorer la région.

Pour assurer la connectivité, tous les réseaux de transport sont prévus ; terrestres, aériennes et maritimes pour faciliter le flux des personnes au niveau national et aux marchés émetteurs mondiaux. Il s'agit là de mettre en valeur la ligne grande vitesse Al Boraq, la mise en place de nouvelles connections aériennes à travers les aéroports que la région dispose, ainsi qu'une connectivité maritime en ferry et croisières à travers les marinas de la région.

Une autre composante s'avère très importante est le développement d'une identité spécifique pour

la région. Il s'agit de réaliser une marque capable de toucher le tourisme national qu'international et de renforcer l'attractivité de la destination visant des produits de tourisme actif par la mise en valeur des ressources naturelles et l'amélioration d'infrastructures pour des amateurs de nature et activités sportives tel que le cyclisme, les randonnées, les sports balnéaires ou l'escalade.

En parallèle aux nouvelles activités et branches à développer, le plan prévoit la mise en place de formation du capital humain pour s'adapter à la nouvelle donne en vue d'atteindre les objectifs attendus de ces activités porteuses d'avenir. L'activité touristique doit passer par le tourisme interne

A cours terme, l'activité touristique doit passer inévitablement, par le tourisme interne. Il s'agit d'encourager les Marocains d'être solidaires et de consommer le made in Morocco. Dans cette perspective, le tourisme interne doit être un segment au cœur de la future stratégie touristique et de modèle de développement touristique qui doit aller en pair avec le tourisme international et non sollicité uniquement dans les périodes de crises.

Il faut aussi renforcer les offres destinées au tourisme interne avec des prix acceptables aux consommateurs. Puisque l'offre est faible, le tourisme émetteur, en présentant des offres très compétitives, est devenu un produit de substitution limitant ainsi l'accès des nationaux aux établissements touristiques classés.

Le taux du potentiel total des nuitées du tourisme domestique en 2019 ne dépasse pas 3%, réduisant la recette du tourisme interne à 7 milliards de DH, sachant que la consommation du tourisme interne est estimée à 22,7 milliards de DH en 2019 et représente une part de marché estimée à 31%. En 2019, les Marocains ont dépensé 21 milliards de dirhams (environ 2 milliards d'euros) lors de leurs séjours à l'étranger.

Le tourisme national peut-il sauver la saison actuelle?

Quoi qu'il en soit, la mise sur le tourisme interne ne pourra pas com penser les pertes liées au tourisme

international, mais elle peut aider à dépasser cette crise avec les moindres dégâts. Les hôteliers devraient enregistrer de faibles taux de remplissage (maximum de 30%), les clubs de vacances gardent l'espoir et pourront faire mieux. « la Confédération Nationale du Tourisme avait tiré la sonnette d'alarme concernant le secteur présentant des baisses de l'ordre de 6 millions de touristes à fin juin qui vont se traduire avec un total de nuitées perdues de 11,6 millions. En chiffres d'affaires, les estimations de la CNT parlent de plus de 14 milliards de DH de pertes pour l'hôtellerie » (LEconomiste Edition N°:5770 Le 28/05/2020). En plus les ménages confrontés à une incertitude accrue par la pandémie changeront leur comportement de consommation pour constituer une épargne de précaution. Cela va automatiquement nuire aux établissements hôteliers.

Le volume de récupération dépendra des délais de l'état d'urgence sanitaire et des mesures de relance qui seront mises en place. Si le Ministère du Tourisme vient de dévoiler dans un premier temps le protocole sanitaire destiné aux établissements d'hébergement touristique, les agences de voyages, les restaurants, les guides de tourisme et prochainement le transport touristique, il reste à connaître la date de reprise d'activité du secteur touristique, l'autorisation de circulation inter-villes, ainsi que les dates d'ouvertures des frontières.

Quelques pistes pour repenser le tourisme :

le maintien d'une croissance stable et accélérée du secteur du tourisme n'est pas le résultat du hasard, mais le fruit des politiques, des stratégies et de veille dans le cadre de la gestion des crises touristiques afin d'éviter ou minimiser les dommages avant, en cours et après leur surveillance, pour une reprise et une récupération rapide après tout accident.

Le tourisme d'après crise sera d'abord un tourisme domestique. Sa réussite dépendra de la rigueur des mesures d'hygiène et des tarifs adaptés à la clientèle nationale qui s'attend à des promotions exceptionnelles. Il est également nécessaire de renforcer les mesures de

relance et de fournir des incitations financières en faveur de l'investissement et de l'exploitation du tourisme et revoir les taxes et redevances relatives au secteur pour accélérer la relance.

Le Corona virus est une occasion pour repenser le modèle de développement touristique. Il est actuellement nécessaire de travailler sur le tourisme durable, responsable et écologique dans un système territorial de manière qu'il ne soit pas en concurrence et en conflit avec d'autres activités touristiques, mais qu'il soit une activité parmi d'autres ou complémentaire d'autres activités. L'option pour opter pour ce type de tourisme est justifiée par la diversité culturelle, historique et la grande biodiversité que regorgent les territoires Marocains. Il est temps de diversifier les marchés, les produits et les services et valoriser nos potentialités locales.

Dans le même sens, il est indispensable d'investir dans l'intelligence économique et la transformation numérique, introduisant ainsi, le numérique et le digital dans le plan de sauvetage du tourisme national.

En conclusion, l'effort de pensée collective et le renforcement de coopération entre tous les acteurs du secteur touristique public-privé dans le cadre d'un projet national et dans une approche participative est indispensable pour sortir de la crise et faire évoluer le tourisme de demain.





« Sur la zone industrielle 90% des entreprises sont à l'arrêt. Seules quelques unes (secteur alimentaire ou Matériaux de construction) ont continué à travailler » Interview avec Mr. Adil Rais, président de la CGEM Nord et président de l'Association de la zone industrielle de Tanger (AZIT),

Les problèmes que connaît le monde à cause de la pandémie du coronavirus ont des répercussions sur l'ensemble des secteurs, dont celui de l'industrie, Comment COVID-19 affecte-t-il l'industrie marocaine?

Bien évidemment, toutes les économies sont affectées, même les pays peu ouverts sur l'extérieur souffrent à cause des mesures sanitaires et de l'arrêt de l'activité.

Comment atténuer l'impact de cette crise sur la zone industrielle de Tanger?

Il faut d'abord octroyer des moyens financiers (Damane Oxygène et Damane relance sont des bons outils) aux entreprises industrielles pour leur permettre de rester en vie et relancer leur activité dans une deuxième phase. Le problème qui se produira ensuite est celui de la faiblesse de la demande et de la reprise. Il y aura par conséquent " une hémorragie " lente des ressources.

Cela nécessitera des solutions de financements complémentaires. Comment votre association et ses membres traversent-ils la crise actuelle ? Quels sont les domaines les plus touchés par la crise?

Nous sommes solidaires dans la souffrance comme on dit. Sur la zone industrielle 90% des entreprises sont à l'arrêt. Seules quelques unes (secteur alimentaire ou Matériaux de construction) ont continué à travailler.

Quelles sont les mesures prises par votre association pour protéger les entreprises de la zone?

Nous avons accompagné et aidé nos adhérents à mettre en place les mesures sanitaires. Nous les avons soutenues aussi pour la relance de leur activité.

L'Etat a été exemplaire dans sa capacité d'anticipation et de réaction à tous les niveaux, dont le gouvernement a pris un certain nombre de mesures et de bonnes décisions pour affronter la crise du covid-19 et

amortir le choc. Sur le plan économique notamment le secteur industriel, les trouvez-vous rassurantes ?

Oui et heureusement. Les mesures ont été très efficaces. Le Maroc a donné l'exemple de sa capacité de résilience.

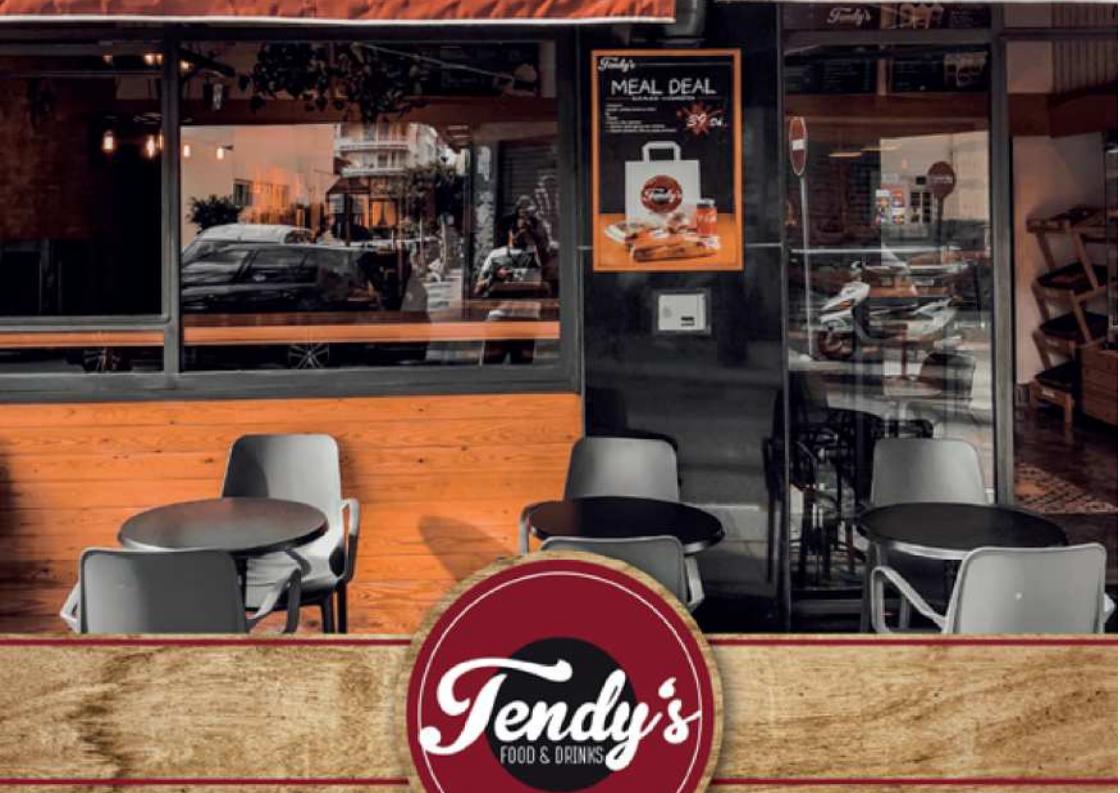
Comment préparez - vous l'après-crise ? Y a t il un plan de reprise post-covid ?

L'après crise durera longtemps. La crise sanitaire ne disparaîtra pas de sitôt. Il faut que les mesures sanitaires soient appliquées avec rigueur surtout après le déconfinement. Nous devons adapter aussi la zone aux mesures de distanciation. Il faut mieux organiser le transport des ouvriers. Il faut aussi lancer rapidement les kiosques de restauration mais en intégrant les mesures sanitaires.

Propos recueillis par
Noura Issaoui

ADES • DESSERTS

PIZZAS • C



UNE ATMOSPHÈRE **D'AMITIÉ** ET DE **CONVIVIALITÉ**



TENDY'S TOUT **PRÊT**, TOUT **FRAIS**



PRÉPARÉ SUR PLACE SANS **CONSERVATEUR**



PLUTÔT **FAST GOOD** QUE **FAST FOOD**

الرسالة الاقتصادية

مجلة الغرفة

خاص كوفيد-19 مارس-يونيو 2020



غرفة التجارة والصناعة والخدمات
لجهة طنجة - تطوان - الحسيمة
Chambre de Commerce d'Industrie et de Services
TANGER - TETOUAN - AL HOCEIMA

"في مواجهة التداعيات الاقتصادية والاجتماعية
لجائحة كوفيد 19 على جهة طنجة - تطوان - الحسيمة"

Coronavirus

كوفيد 19

حصيلة الإجراءات والتدابير المتخذة

ضيف العدد

السيد عادل الرايس

رئيس الكونفدرالية المغربية للمقاومات
بجهة طنجة - تطوان - الحسيمة



A *l'écoute* de
vos *Engagements.*



Hajj & Umrah

Angle Bd Youssef Ibn Tachfine, Rue Jamal Eddine Afghani Résidence Abdalass N°17-Tanger
Tél. : +212 539 94 22 62/63 • Fax : +212 539 94 22 64 • Cel : +212 658 61 81 06

الفهرس

العدد الاستثنائي كوفيد19- مارس / يونيو 2020



التداعيات الاقتصادية و الاجتماعية لاجحة
كوفيد19 على جهة طنجة - تطوان - الحسيمة"

كوفيد 19: حصيلة التدابير والاجراءات المتخذة
من طرف غرفة التجارة والصناعة والخدمات
لجهة طنجة تطوان الحسيمة

ضيف العدد : السيد عادل الرايس

رئيس الكونفدرالية المغربية للمقاومات بجهة طنجة - تطوان - الحسيمة

الرسالة الاقتصادية

رئيس النشر :

عمر مورو

مدير النشر :

ربيع الخمليشي

هيئة الإشراف والنشر :

مصطفى بن عبد الغفور

الحسين بن الطيب

أشرف بوجير

عثمان البعقوبي

رئيس فريق التحرير :

ناصر الفقيه اللنجري

هيئة التحرير الإشراف التقني :

نورة العيسوي

فريق التحرير :

نورة العساوي

خالد بولعيش

محمد العزوزي

رقم الإبداع القانوني للرسالة

الإقتصادية :

09/2019

Centre Nord

Centre Copie & Impression Numérique

المطبعة :

إبينور

3 شارع علال بن عبد الله - طنجة

الهاتف :

05 39 34 35 66

الشركاء :

عبد المالك سعود

تصميم وإخراج :

بلال بنعمر



عمر مورو

رئيس غرفة التجارة و الصناعة و الخدمات
جهة طنجة تطوان الحسيمة

افتتاحية

المغرب، تدبير جائحة كوفيد-19- نموذجي،

أظهرت أزمة كوفيد-19- عجز الكثير من الحكومات أمام تداعياته، إلا أن أداء المغرب في الشهور التي أعقبت الجائحة أثار الإعجاب داخليا وخارجيا، وذلك بفضل الرؤية الملكية الاستراتيجية، والخطة الاستراتيجية المحكمة لتدبير نموذجي للجائحة، والتي تمحور عملها حول ثلاثة محاور: وهي الصحة والاقتصاد والنظام الاجتماعي.

أدت الأزمة الى إنشاء صندوق خاص بكوفيد-19- لتعزيز المنظومة الصحية، ودعم القطاعات المتضررة من تفشي الفيروس، ساهمت فيه المؤسسات العامة والشركات والمقاولات الكبرى وكبار موظفي الخدمة المدنية والشخصيات العامة.

حافظ المغرب على صناعته الداخلية، حيث أصبحت شركات النسيج المغربية المدعومة من طرف وزارة الصناعة والتجارة والاقتصاد الأخضر والرقمي قادرة على تصنيع ملايين من الأقنعة والملابس الواقية ذات معايير دولية، وتمكن فريق من خبراء وباحثون مغاربة على تصميم أجهزة التنفس، وإنتاجها بتمويل من صندوق كوفيد-19-، مما مكن الإنتاج الوطني للأقنعة والملابس الواقية والأجهزة من اكتفاء ذاتي بل وتصديره الى الخارج، وجنبه الدخول في التنافس العالمي الشديد للحصول على هذه المنتجات الغالية والنادرة وهو ما لم تستطع فعله دول أوروبا.

ويبقى السؤال هل كان علينا أن نعيش هذه الأزمة حتى نكتشف هذه الطاقات الكامنة في مواردها البشرية؟ يقال إنه عند الشدائد والمواقف الصعبة تظهر معادن الرجال. ونحن و عن كنا قد قدمنا النموذج في التضامن و الابداع، فإن ذلك لا يعد الا بداية الطريق للهمة والعمل واستخدام أحسن الطرق لاستثمار الرأس المال والمعرفة.

من المؤكد أن كوفيد 19 تسبب في خسائر مالية وتراجعات اقتصادية كبيرة، ومن المؤكد أيضا أننا كنا مثالا للقدرة على الاستباق والتأقلم والصبر والتضامن. غير أن هذا المجهود لن يكون ذا قيمة إذا تسرب الارتخاء الى سلوكنا و إذا لم نستطع مواصلة العمل بنفس الهمة والمسؤولية.

فإذا كانت الأزمات الكبرى هي امتحان للشعوب واختبار لأصالتها فإنه بفضل وعينا الجماعي وتمبئتنا خلف صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله نستطيع مواصلة التقدم واجتياز هذه الظروف الصعبة والبلوغ بالمغرب الى المكانة العالية التي يستحقها بين الأمم.

Les **300** Entreprises
Les **Plus** Dynamiques
dans **un seul guide**



Tanger Carrefour des Experts

Le Guide Professionnel de la Région

Tanger-Tetouan-Al Hoceima



ALAIN
GLOBAL INVEST

Apporter les informations
nécessaires pour faciliter les procédures
d'investissements



I.B. Nord
Centre Copie & Impression Numérique

Fournir les contacts d'entreprises
les plus dynamiques de la région
Tanger - Tetouan - Al Hoceima

+212 05 39 34 35 66 • +212 06 44 55 70 66

rayyad.alain@gmail.com

تقرير حول دراسة "في مواجهة التحديات الاقتصادية والاجتماعية لاجحة كوفيد 19 على جهة طنجة - تطوان - الحسيمة"



عبد الرحمن الصديقي
كلية الحقوق -طنجة

واقليم وهي : طنجة - أصيلة، تطوان، المضيق الفنيديق، الفصح-أنجرة، العرائش، الحسيمة، شفشاون ووزان. ويقارب عدد ساكنتها الأربع ملايين نسمة وتشكل بذلك 10.5% من مجموع ساكنة البلد وتتميز بطيفان العناصر الشابة القادرة على العمل. تعبر الجهة من المجالات الأكثر كثافة في الوطن باعتبار المساحة. أما بخصوص المؤشرات الاقتصادية فهي في مستوى التمثيلية السكانية وتتراوح بين 10 و 15%. يتميز اقتصاد الجهة بتخصص نسبي في القطاع الصناعي والتجاري والخدمات.

4- نتائج استطلاع الرأي

عمل الاستطلاع على تقصي رأي 2000 مقابلة تنتمي لختلف الأقاليم الشمالية الحسوية على الجهة. وقد تمت مراعات التمثيلية، في اختار العينة، حسب القطاع والحجم والأقليم بالشكل الذي يتوافق والحقيقة الاقتصادية والقطاعية والجغرافية لمقاولات الجهة. وهكذا، تمثل المقاولات التجارية 56% من مجموع مقاولات العينة في حين تشكل المقاولات التنموية لقطاع الخدمات 32 % و 12% المتبقية تنتمي لقطاع الصناعة. المقاولات التنموية لإقليم طنجة-أصيلة تشكل لوحدها 59% من مجموع مقاولات العينة. 16% تنتمي لإقليم الحسيمة و11% لعمالة تطوان و9 % لإقليم العرائش وتتنوع الحصة المتبقية بين باقي الأقاليم. أما من حيث الحجم، فتمثل المقاولات الصغيرة جدا ل جانب المقاولات الصغرى 50 إلى 70% من مجموع المقاولات باعتبار

بوضع مصلحة المواطن فوق أي اعتبار مهما كان ثمنه، وأمره بإنشاء صندوق خاص يعني بالاجحة. كما يذكر بالتدابير الاحترازية والوقائية المتخذة من طرف مختلف الدوائر الحكومية والسلطات على مختلف الواجهات الصحية والاقتصادية والاجتماعية والمالية من أجل الحد من انتشار الوباء من جهة والحد من تداعياته الاقتصادية والاجتماعية من جهة أخرى.

ويذكر بنفس المناسبة بالإجراءات التي اتخذتها غرفة التجارة والصناعة والخدمات بجهة طنجة تطوان الحسيمة على كل المستويات، لتكون في مستوى الحدث وما يطرحه من تحدي، سواء على مستوى القيادة من خلال الاجتماعات المارطونية والمواكبة والتتبع مع السلطات والشركاء القطاعيين والترابيين وكذلك بالقرب من الحرفيين، أو على المستوى الإداري من خلال إعادة تنظيم العمل بشكل يضمن سلامة الموظفين ونجاعة المهام المنجزة. عمل كبير وجبار قامت به المؤسسة منذ العلامات الأولى للاجحة من خلال المساهمة في الصندوق الخاص بالاجحة، والترافع لدى السلطات لمصلحة الحرفيين، والتحميس والمصاحبة، وغير ذلك.

يعمل نفس القسم كذلك على إعطاء لمحة عن النتائج الاقتصادية والمالية والاجتماعية للاجحة على المستوى الدولي والوطني، لكون تلك النتائج تؤثر بوجه أو باخر على اقتصاد جهتنا وعلى نتائج مقاولاتنا الجهوية. ووجب أخذها بعين الاعتبار خلال تقييم الوقع على مقاولات الجهة أو خلال صياغة ورقة الطريق لمرحلة ما بعد الاجحة.

3- بطاقة وصفية للجهة ونقلها الاقتصادي

تتكون جهة طنجة تطوان الحسيمة من 146 جماعة قروية وحضرية موزعة على 8 عمالات



تماشياً مع مبادئها وسياستها وتوجهاتها الاستراتيجية القائمة على تبنى الأسس العلمية والعملية في الاستشراف والتخطيط والتدبير، عملت غرفة التجارة والصناعة والخدمات التابعة لجهة طنجة-تطوان-الحسيمة على طلب دراسة خاصة لقياس وقع وتداعيات اجحة كوفيد 19 وحالة الطوارئ الصحية التي صاحبها على الاقتصاد الجهوي عامة ومقاولات التجارة والصناعة والخدمات بالجهة.

تتكون الدراسة من 82 صفحة وتبدأ بتلخيص مجمل الأحداث الصحية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية التي صاحبها الاجحة على المستوى الدولي والوطني وكذا على مستوى غرفة التجارة والصناعة والخدمات بالجهة قبل أن تعرض نتائج الاستطلاع الذي قامت به الغرفة على عينة ممثلة ب 2000 مقابلة تمثل الاختلاف القطاعي والزراعي والبنوي لمقاولات الجهة. حاول الاستطلاع أن يقيس وقع الاجحة وحالة الطوارئ الصحية الذي صاحبته، في مجموع التراب الوطني، على مقاولات الجهة من ناحية الإنتاج ومناصب الشغل وكذلك من الناحية المالية، كما حاول، في إطار المقاربة الحكمتانية، أن يربط سبب الازمة ومدى نجاعة التدابير المتخذة من طرف الدوائر الحكومية والطريقة التي واجهت بها المقاولات هذه الازمة واحتياجاتها والتجار والصناع والخدمتيين من أجل اقلع اقتصادي عادل ومنصف ودايم في المستقبل.

بصفة عامة تضمنت الدراسة 5 اقسام

أ- التقديم

يطرح التقديم، الموقع من طرف السيد رئيس غرفة التجارة والصناعة والخدمات، الرؤية الاستراتيجية للغرفة في مواجهة الاجحة وتداعياتها الغير مسبوقة في التاريخ المعاصر لبلدنا. كما يعطي الإطار السياسي والجيوسرراتيجي والاقتصادي والاجتماعي والزراعي الذي يهيء مراعاته في مخرجات الدراسة والظان على أسس الحكامة والالتقائية والاستدامة والعدالة الزرابية والاجتماعية والوطنية...

2- تقديم الحالة العامة للاجحة

يعمل هذا القسم من الدراسة على التعريف بالاجحة وحالتها وتطورها على المستويين الوطني والجهوي. ويذكر بالقرارات الشجاعة لصاحب الجلالة محمد السادس نصره الله وايداه

الاختصاصات مع تحديثها وإعادة النظر في التمثيليات داخل الهياكل.

- **المحور التنظيمي:** ويهتم بتزويد الغرف باطار تنظيمي وبالكفاءات والامكانيات التقنية واللوجستية والبشرية اللازمة حتى تتمكن من القيام بالبور المنوط بها كاملا، حسب متطلبات المرحلة، وفي أحسن الظروف، خدمة للجوذة وللإنتاجية على حد سواء.

- **المحور المالي والضرائبي:** ويهتم ترسيخ المكتسبات التي تم تحقيقها في هذا الجانب لصالح المهنيين، مع البحث عن طرق جديدة ذكية ومبتكرة تستجيب لمتطلبات المرحلة وتكرس مبدأ العدالة.

- **المحور الاجتماعي:** يطمح هذا المحور الى تعميم التغطية الصحية لتشمل كافة المهنيين والحرفيين والتجار والخدماتيين والمزاولين والقاولين الثائين، ويقدم مقترحات عملية لحل معضلة الباعة المتجولين ويرسي أسس حوار اجتماعي شفاف وبناء.

- **المحور القطاعي:** يقترح إعداد مخططات خاصة لإعادة النشاط والحماية للقطاعات المتأثرة من مرحلة الحجر الصحي بشكل كبير، كقطاع السياحة ونقل الأشخاص والتجارة غير الغذائية والخدمات الموجهة للعائلات وغيرها. كما يهدف الى حماية المقاولات الصغيرة والصغيرة جدا من خلال مخطط شامل لتشيبيها قطاعيا وتربائيا.

- **المحور التربوي:** ويعمل على تحقيق العدالة الجالية على كامل تراب الجهة من حيث التجهيزات الضرورية بلورة الأنشطة الاقتصادية والترويج والولوج للخدمات. وهو عمل يقتضي تصافر والتقاء مجهودات كافة المتدخلين القطاعيين والتربيين وكذا ممثلي السلطة.

- **المحور الرقمي:** ويقترح مصاحبة المهنيين للتزود بسلاح الرقمنة في كل المجالات بدءا بالإنتاج ثم التسيير والتسويق من خلال مخططات شاملة تهدف ديمقطة ولوج تقنيات الرقمنة والاستفادة من خدماتها المتعددة.

- **المحور البيئي:** ويسعى الى تثبيت ثقافة بيئية تحترم التوازن البيئي وتسمح بتجديد الثروات في الاستهلاك والاستثمار كما في الإنتاج من خلال تشجيع المبادرات التي تهدف الى الاقتصاد في استعمال الثروات والحفاظ عليها وتحديثها.

للمضامات التي تتوفر عليها استطاعت أن تستفيد بشكل أكبر من الامتيازات التي يوفرها صندوق الضمان الاجتماعي واستطاعت كذلك أن تستفيد من القروض المدعمة ومن الصندوق الخاص بالجائحة، لذا كانت أكثر رضى من المقاولات الأخرى. على عكس المقاولات الصغرى وخاصة الغير مهيكلة منها والتي عبرت عن عدم رضاها على تلك الإجراءات.

... نصف المقاولات اعتمدت على إمكانياتها الذاتية

لواجهة الجائحة

50% من المقاولات واجهت الآثار المترتبة عن الجائحة، وحالة الطوارئ الصحية، بوسانها الذاتية أمام تعذر استفادتها من الإجراءات الأخرى التي وفرتها الدوائر الحكومية. 26% التجات لخدمات الصندوق الوطني لضمان الاجتماعي. 6% استفادت من القروض المدعمة ونفس النسبة تقريبا بالنسبة للاستفادة من الصندوق الخاص بالجائحة. هناك تباين بين المقاولات في هذا الخصوص حسب حجمها. المقاولات الكبرى والمتوسطة وخاصة المهيكلة منها استطاعت أن تستفيد من الخدمات والإجراءات الخاصة المتوفرة في حين لم تجد المقاولات الصغرى والصغيرة جدا سوى إمكانياتها الذاتية لواجهة مخلفات الأزمة.

... أغلب الاحتياجات المستقبلية ذات طابع مالي وجياني

في سبيل وضع خارطة طريق تستجيب لمتطلبات التجار والحرفيين والخدماتيين، تعمدت الدراسة استقراء احتياجات مقاولات الجهة من أجل اطلاق اقتصادي يعود بالنفع عليهم وعلى الجهة والوطن. 75% من المقاولات عبرت عن رغبتها في الحصول على القروض المدعمة الى جانب تخفيف المنظومة الضرائبية التي تشكل كالمهم. 22% منهم عبروا كذلك عن رغبتهم في التكوين والتأهيل والمصاحبة القانونية.

- ورقة طريق الغرفة لرحلة ما بعد كوفيد-19 بعد تحليل الوضع الحالي، وما فرضه واقع الجائحة على المستوى الدولي والوطني والجهوي، من الناحية السياسية والاقتصادية والاجتماعية والمالية والثقافية، وبالرجوع الى الدروس المستفادة من مخرجات نتائج استطلاع الرأي الذي مكنتها من القيام بتشخيص تشاركي لاستشراف ما بعد الجائحة، قامت غرفة التجارة والصناعة والخدمات بجهة طنجة-طوان الحسمة بتقديم ورقة طريق استراتيجيية لجمع القطاعات التي تمثلها بهدف تحقيق اطلاق اقتصادي متين يحقق ما أراده صاحب الجلالة نصره الله من نموذج تنموي يتوافق فيه البعد الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والتربوي ويستجيب لمتطلبات الاستدامة.

- **المحور الواساتي:** ويهدف الى إعادة الاعتبار لغرف التجارة والصناعة والخدمات كمحاور ذات مصداقية، بفعل تمثيليتها لقطاعات وشريحة مجتمعية مهمة، وكشريك تربائي واقتصادي معجوري لا يمكن تجاوزه، من خلال مراجعة مجموعة من القوانين السارية وتوسع

القطاع الذي تنتمي اليه (71% في الصناعة و61% في التجارة ثم 51% في الخدمات).

... توقف تام أو جزئي لمختلف عمليات الإنتاج

بينت نتائج الاستطلاع أن 69% من المقاولات توقف انتاجها بشكل تام خلال الشهرين الأولين من فترة الحجر الصحي. 15% اوقفت عمليات انتاجها بشكل جزئي في مستويات تفوق 50%. و 16% منها كان مستوى التوقف بها في مستويات اقل من 50%. بينما 3% فقط، من المقاولات التي شغلت الاستطلاع، عبرت عن استمرارها في الإنتاج بشكل عادي ومن دون أن تتأثر بالوضعية الاستثنائية التي صاحبت فترة الحجر الصحي.

هذه النسب تتكرر كذلك في مستويات مقارنة، رغم اختلاف القطاع الذي تنتمي اليه المقاولات أو الإقليم أو العمالة، بينما لوحظ وجود تفاوت طفيف بين المقاولات حسب الحجم. فبين الاستطلاع بأن المقاولات الكبيرة والصغيرة على السواء كان وقع الازمة بها أخف نسبيا من الاحجام والأخرى.

... سبب الازمة يرجع لحالة الطوارئ الصحية بالدرجة الأولى

60% من المقاولات المشاركة في الاستطلاع ترجع سبب الازمة التي ضربتها الى حالة الطوارئ الصحية التي أعلنتها السلطات الوصية كسبيل لوقف انتشار الوباء وحماية صحة المواطنين. 27% ترجعها الى غياب الزبائن بسبب حالة الحجر الصحي و7% ترجعها الى الصعوبات المالية التي صارت تتخطب فيها بفعل تداعيات الجائحة و6% بسبب اضطراب عمليات النقل والتوزيع وكذا غياب الموارد البشرية الضرورية لعمليات الإنتاج داخل الوحدات.

... التمثل الاجتماعي كان كبيرا

في علاقة مع توقف عمليات الإنتاج، صرحت المقاولات المشمولة باستطلاع الرأي بأن مواردها البشرية أجبرت على البطالة التامة (67% من المقاولات) أو الجزئية (25% من المقاولات). 8% فقط من المقاولات استمرت في العمل بكامل طاقتها البشرية دون تأثر بالجائحة.

... الخسائر المادية ستكون قياسية

93% من المقاولات تنتظر أن ينخفض رقم معاملاتها هذه السنة عن المعدل المألوف في السنوات العادية. 40% منها تتوقع نهيارا غير مسبق لرقم معاملاتها بالنسب تفوق 50% بل وقد تصل الى حد 100%. قطاع الخدمات والسياحة والتجارة غير الغذائية يعتبر الأكثر تضررا. في حين استفادت مقاولات التجارات الغذائية وبعض الصناعات الخاصة من حالة الجائحة.

... التدابير المتخذة كانت غير كافية

79% من المقاولات اعترت الإجراءات المتخذة من طرف الدوائر الحكومية لصالحها، في سبيل مساعدتها على التخفيف من آثار الجائحة، غير كافية باعتبار هول الازمة. هناك تباين طفيف بخصوص هذه النسبة حسب حجم المقاولات والقطاع الذي تنتمي اليه. المقاولات الكبرى ونظرا



وضع المقاوله خلال أزمة كورونا

وأخيرا وليس آخرا اوصينا جميعنا على المضي كما بدأنا وان لا نخذل بعضنا، ان لا نخذل فقراءنا ولا مستخدمينا، مرحلة ما بعد كورونا ستكون اصعب لكنها ستمر بسرعة اذا قام كل منا بواجبه الانساني تجاه غيره واينثار المصلحة العامة على الخاصة. لن يكون الحل مزيدا من الضغط على المستأجرين ولا اصحاب القروض ولا الزيادة في الاسعار، على جميع شركات الخدمات او مكاتب الماء والكهرباء مراعاة ظروف المواطنين والعمل بمقاربة جديدة للتعامل مع الفواتير الغير مؤدا عنها... علينا صنع توازن جديد دون حرق للمراحل .



د. يسمنية الشاربي
رئيسة الكونفدرالية الوطنية للمقاولين
الصغرى جدا والصغرى والمتوسطة بالقرب

المقاوله المغربية اليوم وخاصة منها الصغرى جدا والصغرى والمتوسطة في حاجة الى مخطط ناجع وناجح للتصدي للازمة وعبور هاته المرحلة بأقل الخسائر الممكنة، نحن اليوم مجبرين على تغيير نظرتنا وطريقة تسييرنا للقطاعات الهيكلية للاقتصاد الوطني، يخلق مناخ تضامني بين الشركات الكبرى الى الصغرى جدا، تضامن مريح يعتمد على قاعدة Win Win واعطاء الاولوية للشباب والمقاولات المتضررة للاستفادة من العمل تحت الاشراف او ما يسمى (sous traitance).

يتكون النسيج المقاولاتي المغربي من 95% من المقاولات الصغرى جدا والصغرى والمتوسطة، وتساهم في محاربة البطالة ببلادنا ولو بشكل نسبي لتوفرها على نسبة مهمة من المستخدمين والموارد البشرية، ومع حلول هاته الازمة الصحية نجد العديد من المقاولين قد أعلنوا الفلاسهم وآخرون اغلقوا مكاتبهم في وجه العمال والمستخدمين لفترة متشبثين بأخر قشة امل وتدارك الاوضاع واستئناف اشغالهم.

بصفتي رئيسة الكونفدرالية الوطنية للمقاولات الجد الصغيرة والصغيرة والمتوسطة ادعو الدولة الى صياغة حلول صارمة وعاجلة سواء على المستوى الوطني او على مستوى ادارتها الجهوية والإقليمية من أجل تمكين المقاوله الوطنية والمحلية من الاستفادة من الصفقات العمومية مع تبسيط المساطر وتسهيل الشروط في وجه المشاريع الصغيرة والحديثة التأسيس، وأيضا تشجيع المستثمر الصغير والمتوسط على خلق منافسة على المستوى الاقليمي واعطاء دفعة قوية للمقاولات الناشئة ببلادنا لاكتساح افريقيا (مشاريع الابتكار والرقمنة).

كما انني اؤكد على ضرورة المضي في العمل على برنامج "انطلاقة الجديد لدعم وتمويل المقاولات"، بمعالجة ملفات الترشح العالقة في الابناك، واستقبال ملفات جديدة لتشجيع الشباب على المضي قدما في التأسيس لروح مقاولاتية جديدة .

نعيش اليوم حربا من نوع خاص، لم نعلم نحن كأجيال نعيشها ولم نفكر يوما في ملامحها، نمنا واستفقتنا على وجود فيروس قاتل اجتاح العالم، ولم يكن للعالم من وسيلة سوى القيام بإجراءات وقائية صارمة للحد من انتشاره، وهو الشئ الذي فرض على المغرب اغلاق جميع منافذه الخارجية ومنع السفر واغلاق مدنه مع فرض الحجر الصحي على المواطنين لهدف الحفاظ على سلامتهم، الامر الذي ساهم في تفاهم الاوضاع وينذر بركود اقتصادي مهول خلال الاشهر القادمة، نستطيع رؤية مؤشرات ازمة كبيرة تلوح في الافق ستفكك بالمجالات الاقتصادية الاساسية ببلادنا وخاصة قطاع المقاولات الصغرى جدا والصغرى والمتوسطة، هذا اذا لم نعد صياغة بروتوكول الطوارئ لما بعد ازمة فيروس كوفيد 19، وهذا لا يعني لجنة اليقظة الاقتصادية او اللجان الاخرى التي تشتغل على الوضع الاقتصادي ببلادنا فقط، بل على كل الجهات الرسمية المعنية التواصل مع خبراء من القطاع لأجل ايجاد سلسلة من الحلول الرحلية (المدى القريب، المتوسط المدى البعيد)، واقترح اجراءات طارئة لاستئناف العمل لدى الشركات والمعامل وأيضا القطاع السياحي وتحديد مدة زمنية محددة غير قابلة للتغيير للبت في كل تلك الاجراءات.

عانت المقاوله الصغرى جدا والصغرى والمتوسطة ببلادنا من مشاكل كثيرة حالت دون تطويرها وحمايتها من الافلاس لسنوات طويلة، ولعل اهمها كان: صعوبة الولوج الى الدعم والقروض البنكية، التكوين، الماكبة، وايضا مشكل الضرائب والتسيير والمحاسبة زيادة على انه بالرغم من خلق مجموعة من برامج الدعم والتمويل والماكبة على مستوى وزارة التجارة والصناعة والخدمات والاقتصاد الرقمي إلا ان الولوج اليها والاستفادة منها ينحصر على المستوى المركزي في مغرب الاحيان والمدن الكبرى دون اعطاء فرصة للمقاولات في باقي الجهات الصغرى والأقاليم النائية للتعرف عليها او حتى السماع بها.

“الآليات القانونية المتاحة للمشغل في مواجهة الجائحة” -حقوق وواجبات المشغل-



خالد بولعيش

تقديم

تقوم غرفة التجارة والصناعة والخدمات لجهة طنجة تطوان الحسيمة بإغناء محتوى موقعها الإلكتروني من خلال اطلاق صفحة الكترونية تحمل عنوان "الدليل القانوني والاجتماعي للمشغل في ظل جائحة كورونا".

الصفحة مزودة بالمعلومات والمعطيات المتعلقة بظروف العمل و حقوق وواجبات المشغل في اطار الوضع الاستثنائي لحالة الطوارئ الصحية.

اطلاق هذه الصفحة ستوفر من خلاله الغرفة اجابات على الاسئلة المتداولة للمقاومات، وسيحرص فريق عمل الغرفة بشكل دائم على تحيين المعلومات التي تتضمنها الصفحة انطلاقا من المستجدات الحاصلة.

المحتويات:

1. الطبيعة القانونية لجائحة كورونا يمكن اعتبار جائحة كورونا قوة القاهرة، باعتبارها واقعة لا يستطيع الانسان ان يتوقعها (لا المشغل ولا الاجير) انظر م 962 من قانون الالتزامات والعقود، حيث يشترط في الواقعة المكونة للقوة القاهرة ثلاثة شروط رئيسية وهي عدم التوقع، ثم استحالة الدفع، وان يكون السبب خارجيا.

2. العلاقة التعاقدية بين المشغل والاجير في ظل حالة الطوارئ الصحية - مرسوم حالة الطوارئ الصحية و قرارات لجنة اليقظة الاقتصادية تشير الى ان الاغلاق والتوقف لنشاط بعض المقاومات ذو طبيعة مؤقتة ومرتبطة بفترة الطوارئ الصحية التي تمتد من تاريخ 42 مارس الى 02 ابريل 2020 وهي فترة قابلة للتמיד بنص تنظيمي.

ومن نتائج ذلك:

- توفقت مؤقت لعقد الشغل وليس انهاءه، وبالتالي فان هذا التوقف يعني استمرار الرابطة العقدية وليس انهاءها.

- مدة التوقف المؤقت هي بمثابة مدة شغل فعلي تحتسب في الاقدمية وفي منح العطلة السنوية المؤدى عنها (انظر م 45 و 932 من مدونة الشغل).

-التحاق جميع الاجراء بعملهم مباشرة بعد فترة الحجر الصحي باستثناء الاجراء الذين تربطهم بمشغليهم عقود شغل محددة المدة والتي تنتهي بحلول الاجل المحدد لها او بانتهاء الشغل الذي كان موضوعا للعقود.(انظر م 33 من مدونة الشغل)

- عدم استدراك الالتزامات الموقوفة بعد انتهاء فترة التوقف.

مدونة الشغل و المتعلق بالعتل السنوية المؤدى عنها)،

- كما يمكن الاتفاق بين المشغل والاجر على اشكال اخرى من العطل (عتلة) اضافية مدفوعة الاجر، عتلة اضافية مع تخفيض من الاجر، عتلة غير مدفوعة الاجر).

- ملحوظة: لا يمكن تصور خيار منح الاجازات لفائدة الاجراء الا اذا كانت مدفوعة الاجر وبشكل يتجاوز القيمة النقدية الممنوحة من طرف الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي او ان الاجراء غير مصرح بهم اصلا من طرف المشغل.

6. المقاولات التي تختار الاغلاق الجزئي اي التقليل المؤقت لعدد الاجراء وهي المقاولات التي تجد نفسها امام الخيارات التالية:

- الخيار الاول وهو تقليل عدد الاجراء حيث تشير م 66 من مدونة الشغل الى ان المشغل الذي يعتمد فصل الاجراء لا سباب تكنولوجية او هيكلية او ما يماثلها او لا سباب اقتصادية عليه ان يحترم مجموعة من الشروط والشكليات المنصوص عليها في هذه المادة.

ملحوظة: المادة 66 تتحدث عن الفصل النهائي وهو شئ يختلف تماما عن التوقف المؤقت في ظل جائحة كورونا حيث ان المشغل مطالب بالتصريح بالاجراء المتوقفين مؤقتا عن العمل لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، وبالتالي فان جميع الاجراء سيلتحقون بمعملهم مباشرة بعد انتهاء الازمة.

- الخيار الثاني وهو تقليل مدة الشغل العادية، بحيث تشير م 581 من مدونة الشغل الى ان المشغل (وفي اطار الوقاية من الازمات الدورية العابرة) يمكنه التقليل من مدة الشغل العادية شريطة:

-اغلاق المقاولات بناء على قرار السلطات العمومية يمكن تكييفه على انه قوة قاهرة، وانطلاقا من مبدأ "الاجر مقابل العمل" فان المشغل يبقى من حقه عدم اداء الاجر في فترة الحجر الصحي.

ملحوظة: القرار الإداري بالإغلاق يدخل ضمن تدابير الشرطة الادارية لحفظ النظام العام (الامن العام، السكنينة العامة، الصحة العامة)

4. المقاولات التي لا يشملها القرار الإداري القاضي بإغلاق المقاولات التي لا يشملها القرار الإداري القاضي بإغلاق تمكك حق الاختيار بين :

-الاعلاق الكلي بشكل طوعي اي التوقف المؤقت الشامل لنشاط المقاول،

-الاعلاق الجزئي بشكل طوعي اي التقليل المؤقت لعدد الاجراء،

- الاستمرار في النشاط بشكل اعتيادي.

5. المقاولات التي تختار الاغلاق الكلي او الجزئي.

المقاولات المذكورة مطالبة بمايلي :

- في هذه الحالة ايضا يتعين على المشغل التقدم بطلب استفادة اجرائه وكذلك بالتدريين لديه في اطار عقد ادماج المعروف باسم عقد انابيك - من التعويض عن التوقف المؤقت الناتج عن جائحة كورونا لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي وفق الشروط المذكورة في العنوان الثالث من الدليل،

- المشغل عليه ارجاع المبالغ التي تم صرفها للأجير من طرف الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بناء على تصريح كاذب منه وابقائه تحت طائلة العقوبات،

- يمكن للمشغل ان يمنح لا جرائه العتلة السنوية المؤدى عنها ويستفيد من هذه الامكانية كاجراء وفائي وخلال فترة الطوارئ الصحية (انظر الباب الرابع من

3. المقاولات التي يطالها القرار الإداري القاضي بالاعلاق

- ضرورة التزام المشغل بالقرار الإداري القاضي بإغلاق بعض الانشطة الاقتصادية، ويتعلق الامر بالأنشطة التالية :

المقاهي والمطاعم،

القاعات السينمائية،

المسارح،

قاعات الحفلات،

الأندية والقاعات الرياضية،

الحمامات،

قاعات الألعاب،

وملاعب القرب.

- يتعين على المشغل او المقاول التي تعاني صعوبات جراء جائحة كورونا التقدم بطلب استفادة اجرائها من التعويض عن التوقف المؤقت الناتج عن جائحة كورونا لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي وفق المسطرة و الآجال التي حددتها الجهة المانحة، مع ضرورة احترام الشروط التالية:

* التصريح بالاجراء لدى الصندوق المذكور برسم شهر فبراير 2020،

* تعليق أداء الاشتراكات المستحقة للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، خلال الفترة الممتدة من فاتح مارس 2020 إلى غاية تاريخ يحدد بنص تنظيمي، كشرط لفتح الحق في التعويضات التي يصرفها هذا الصندوق، وكذا في نظام التأمين الإلجباري الأساسي.

- في حال ما اذا كان الاجراء غير مصرح بهم اصلا لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي - وهي مخالفة للقانون- او غير مصرح بهم برسم شهر فبراير 2020 ، فان المشغل لديه خيار منح عتلة اضافية للأجير مع تخفيض من الأجر - وذلك في اطار اتفاق بين الطرفين،

لاتفاق بين الطرفين، ويمكن للمشغل في حالة عدم وجود اتفاق في الموضوع اعتبار الامر تغيب بدون مبرر، انظر م 93 من مدونة الشغل،

- في حالة مرض الاجير بفيروس كورونا او اي مرض اخر و المثبت بشهادة طبية يجب على المشغل ان يتعامل مع الامر باعتباره حجر صحي اجباري مشمول بمقتضى قانون الضمان الاجتماعي،

- في حالة الاجير الذي يرفض اداء العمل بسبب انتشار جائحة كورونا- وهو امر قد يكون شائعا في ظل انتشار الوباء- تعتبر مدونة الشغل هذا الامر بمثابة خطأ جسيم من قبل الاجير، انظر م 93 من مدونة الشغل.

ملحوظة: اتفاقية العمل الدولية الخاصة بالسلامة والصحة المهنيتين وبيئة العمل تعطي للأجير حق الانسحاب بسبب تهديد وشيك وخطر لحياته او صحته. لكن المغرب لم يصادق على هذه الاتفاقية.

كما ان القضاء يمكن ان يكون له رأي اخر وكيف هذا الرفض كقوة قاهرة وبالتالي نكون امام فصل تعسفي.



الساعات الاضافية ووفق الشروط، المنصوص عليها في المرسوم 075.40.2 الصادر بتطبيق هذه المادة، كما اتاح المشرع هذه الإمكانية في م 781 و 881 من المدونة من خلال السماح بالشفل بالتناوب والتعاقب بحيث يتسنى للمؤسسة ان تبقى مفتوحة في جميع ايام الاسبوع وفق شروط محددة.

7. التزامات وحقوق المشغل في مجال حفظ الصحة والسلامة في ظل جائحة كورونا

- يشكل عام وحسب المادة 42 من المدونة فانه يجب على المشغل اتخاذ جميع التدابير الازمة لحماية وسلامة الاجراء وصحتهم، والاشارة هنا الى اعتماد طبيب الشغل والمصلحة الطبية للشغل (م703) ولجنة الصحة و السلامة المهنية (م733) - كما انه في اطار التعبئة والتجسيس بالإجراءات المتخذة من أجل ضمان السير العادي للمقاول، يمكن للمشغل عقد اجتماعات مع ممثلي الاجراء عند الاقتضاء مع مراعاة التدابير الوقائية المعتمدة من طرف الحكومة لمواجهة تداعيات هذا الفيروس،

- يحق للمشغل وفقا للقانون أن يمنح الاجير الذي تم تسجيل حالة مرضه من ولوج اماكن العمل و يحق للمشغل قياس حرارة جسم الاجير قبل الدخول إلى مقر الشركة والتأكد من ارتدائه للكمامة، ويجب على المشغل الاتصال بالجهات المعنية قصد اتخاذ التدابير اللازمة،

- في حالة الحجر الصحي الطوعي الغير مثبت بشهادة طبية (حجر صحي اختياري) وهذه الحالة غير منظمة قانونا اللهم إذا كانت منظمة بموجب اتفاقية شغل جماعية أو عقود فردية أو نظام داخلي للمؤسسة، كما يمكن اعتبارها عطلة يستفيد منها الاجير وفقا

*استشارة مندوبي الأجراء والممثلين النقابيين بالمقاول عند وجودهم،
*أداء الأجر عن مدة الشغل الفعلية على الأقل في جميع الحالات عن 05 % من الأجر العادي ما لم تكن هناك مقتضيات أكثر فائدة للأجراء،
*التقليص من مدة الشغل العادية ولفترة متصلة لا تتجاوز 06 يوما في السنة.

ملحوظة: يمكن للمشغل ايضا (وفي اطار الوقاية من الازمات الدورية العابرة) اللجوء الى توزيع المدة السنوية الاجمالية للشغل على السنة (المحددة في 8822 ساعة في السنة) حسب حاجات المقاول شريطة الا تتجاوز مدة العمل العادية وهي 01 ساعات في اليوم وذلك وفق برنامج توقيفي.

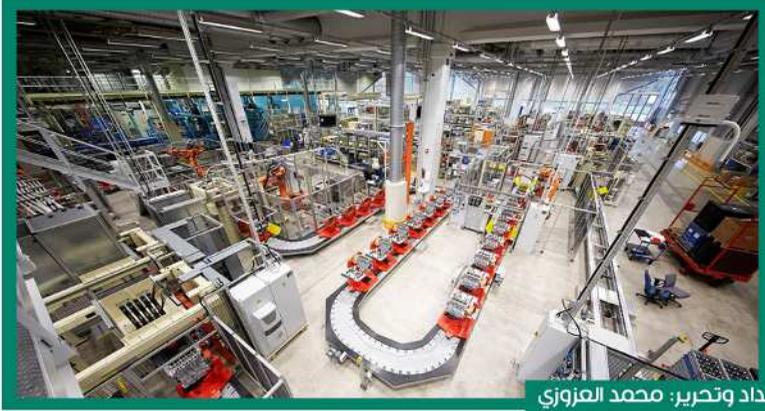
- الخيار الثالث وهو السماح للأجير بتنفيذ عمله من المنزل حيث تتيح مدونة الشغل في مادتها 8 امكانية تشغيل الأجراء بالمنزل لفائدة المشغل شريطة:

*توفير شروط الصحة والسلامة،
* توفير التأمين ضد حوادث الشغل،
* حصول اتفاق بين الطرفين حول عدم المساس بالحقوق المكتسبة الناتجة عن العلاقة الشغلية القائمة قبل اللجوء الى العمل من المنزل.

- الخيار الرابع وهو الزيادة في النشاط بسبب متطلبات مكافحة جائحة كورونا.

وهو المطلب الذي يمكن ان تواجهه بعض القطاعات الصناعية في اطار طلبات استثنائية تتعلق بإنتاج معدات طبية ووقائية وغذائية، حيث انه بالرجوع الى المادة 691 من مدونة الشغل فانه يمكن، إذا تحتم على المقاولات أن تواجه أشغالا تضررها مصلحة وطنية، أو زيادة استثنائية في حجم الشغل، تشغيل أجراءها خارج مدة الشغل العادية شريطة ان تدفع لهم بالإضافة الى اجورهم، تعويضا عن

السعي إلى التصنيع



إعداد وتحرير: محمد العوزي

هام منها للأنشطة الصناعية، ندعو الحكومة المغربية أن تعمل ما بوسعها لتجعل منها اللبنة الأولى في بناء قطاع صناعي مزدهر وخلق بالإقليم وذلك من خلال منح امتيازات وتحفيزات استثنائية للمستثمرين فيما يتعلق مثلا باقتناء الأراضي والضرائب والنقل والحقوقات وتعميم الدعم الذي توفره بعض البرامج للمقاولات الصغرى بالمناطق النائية، ولا يمكننا تحقيق ذلك إلا بوضع استراتيجية وطنية شاملة لدعم الصناعة بالجهات والمناطق المهمشة وتمتعها بوضع خاص يمكنها من القدرة على المنافسة ويضعها على السكة الصحيحة لبلوغ مستوى الصناعات الوطنية المزدهرة على الساحل الأطلسي. لا نبالغ إذا قلنا بأن الإرهاصات الأولى لقيام صناعة حديثة بالمنطقة كانت إبان فترة التواجد الإسباني الذي عمل على تأمين بعض الموارد الطبيعية المحلية كالودوم والحلفاء وإدخال الآلة في جزء من سلسلتها الإنتاجية، تلت هذه المرحلة بعد الاستقلال موجة ثانية من التصنيع بالإقليم تمثلت في معامل تصدير السمك ومصانع الأجور ووحدات لتقطيع الخشب وحوض لبناء سفن الصيد، بحيث ساهمت جميعها بشكل بارز إلى جانب قطاعي السياحة والصيد البحري خلال مرحلة السبعينات والثمانينات من القرن العشرين في تنشيط الحركة الاقتصادية

المغاربة قاطبة، والتي على الحكومة المغربية أن توفر لها البنيات المازية والتشريعات الملائمة للإستفادة منها على أحسن وجه، (وقد أثمرت الجهودات المباركة لجلالته في جعل طنجة ثاني قطب صناعي على المستوى الوطني بعد الدار البيضاء، وفي جعل ورزازات بمنشآتها نور الشمسية أكبر محطات الطاقة المتجددة بالعالم).

كما كان لنا بإقليم الحسيمة نصيب وافر من عطف ورضى واهتمام جلالة الملك، إذ أشرف لجلالته شخصيا على تدشين وتتبع أشغال العديد من المشاريع والمنجزات الرائدة التي لطالما شكلت حلما بعيد المنال لدى أبناء الإقليم، - وانصافا لهم، فإن هذه المنجزات والمشاريع الكبرى التي تحققت وغيرها، كان منتخوبو الغرفة بالإقليم على اختلاف انتماءاتهم السياسية وتوجهاتهم الفكرية والاقتصادية بتعاقب الفترات الانتدابية من السبايين للمطالبة بها والإلحاح على تحقيقها خلال جموعهم العامة وفي كل اللقاءات والمنتديات التي يشاركون فيها المشاريع العمرانية والاجتماعية والثقافية المتعددة، ناهيك عن مشروع رائد يتمثل في منطقة للأنشطة الاقتصادية التي تضم فضاء للصناعات المختلفة.

بشأن هذه المنطقة التي خصص حيز

لا يخفى علينا الدور العظيم الذي لعبته وتلعبه الصناعة في تقدم وتطور الأمم والشعوب على مر العصور، فهي المحور الأساسي لعجلة التنمية التي تحقق فائضا في الإنتاج يعيد التوازن إلى القطاعات الاقتصادية الأخرى، وهي معيار للقوة والتحصن على وجه هذه الأرض، ومجال رحب للتجارب والإستفادة من العلوم والتقنيات. وإذا كانت بعض الجهات والأقاليم بالمغرب قد حظيت بنصيب وافر من التصنيع بفضل العناية التي أولتها إياها السلطات المركزية منذ عهد الحماية وبعيد الإستقلال مما ساهم في تركيز أهم الصناعات الوطنية حول محور القنيطرة - الجديدة، مع ما تمخض عن هذا الوضع من نمو لكافة القطاعات الاقتصادية الأخرى على امتداد هذا الشريط والمناطق المحيطة به وما استتبع ذلك من اهتمام اجتماعي وسياسي متزايد وإهمال شبه كامل لباهي مناطق المغرب الشاسعة. ومع حلول الألفية الجديدة وتولي جلالة الملك محمد السادس نصره الله عرش المملكة، حاول حفظه الله بما أوتي من بعد نظر وعزيمة رد الإعتبار لجميع أطراف البلاد التي طالها النسيان عبر إطلاق أوراش كبرى للتنمية، هي بمثابة مؤشرات للنهضة الاقتصادية المتكاملة التي يتوق إليها

أشياء المغرب وكل من سحت له امكانياته المالية من أجل دعم وتشجيع الجامعات والمعاهد الغربية في مجالات البحث العلمي والتقني وتحفيز وحدات الإنتاج على الأخذ بالابتكارات والإختراعات الوطنية لتحقيق الريادة في ولوج عصر الثورة الصناعية الرابعة المبنية على دمج التقنيات المادية والرقمية والبيولوجية التي تعتمد الأمن السيبراني والذكاء الصناعي والطباعة الثلاثية الأبعاد وتكنولوجيا النانو وغيرها مع الحرص على اعتماد معايير صارمة لحماية البيئة والخصائص البيولوجية لمختلف الكائنات الحية حتى لا تخرج المصنوعات الجديدة الذكية عن السيطرة.

إن الذي عرفته وتعلمته الإنسانية سنة 2020 سيحمل العديد من الدول على إعادة النظر في سياساتها الاقتصادية والاجتماعية وفي أولوياتها القطاعية خصوصا التعليم والصحة، ويفرض على الفاعل السياسي البحث عن معادلة تحقق الأمن الصحي والإقتصادي بالإستئناس بآراء علمية وطبية موثوقة، ناهيك عن اكتساب الجرأة في تنزيل السياسات المالية لكل دولة دون إملات من أي جهة والعودة بها إلى زمن التحكم في توجيه الإقتصاد، وهو ما سبقه صندوق النقد الدولي على غير عادته بإصدار توصيات تثير الدهشة تتناقض مع فتاواه الاقتصادية بحيث دعا إلى إقامة شركات قابضة مملوكة للدولة تستحوذ على الشركات الصغيرة المعسرة.

وعلى هذا الأساس ندعو الحكومة وأصحاب القرار بالملكة الشريفة بعد انقضاء تداعيات هذا الوباء، بأن يتخذوا إجراءات حقيقية وملموسة للنهوض بالقطاع الصناعي بإقليم الحسيمة وبالأقاليم الهامشية التي لم تحظى بحقها في التصنيع بواسطة تشجيع العاهد والمؤسسات المتواجدة بها على البحث العلمي والتقني في نطاق حاجياتها الملحة، والوقوف إلى جانب الفاعلين والهتمين بالإستثمار في الميدان الصناعي وتتبع خطواتهم في سبيل إنجاز مشاريعهم وحمايتهم من المخاطر التي تهدد مصير القطاع الصناعي الذي يعتبر عادة جنينيا بهذه الأقاليم ويتطلب الكثير من الرعاية والحماية من قبل الدولة المركزية والمؤسسات الحلية حتى يستطيع مواصلة تطوره بثبات والمساهمة في النهضة الصناعية الوطنية الحديثة.

وقد استطعنا كل من موقعه بفضل تضامننا وتلاحمنا واقتدائنا بالتوجهات الحكيمة لجلالة الملك الوقوف بالمرداد لهذا المرض وتبعاته الاقتصادية والاجتماعية بالمبادرة إلى إحداث صندوق التبرعات الخاص بالجائحة الذي استطاع توفير ملايين الدراهم فاقت التوقعات، إلى جانب تجند جميع مكونات وشرائح الشعب المغربي لتحدي الجائحة لما يتوفر عليه من إرث متراكم في مجابهة الكوارث، نخص بالذكر في هذا الباب الطاقات العلمية والصناعية الوطنية التي استطاعت في وقت وجيز جدا أذهل العالم بصناعة ملايين الكمادات الطبية الواقية وعشرات من أجهزة التنفس الاصطناعي مصداقا للمثل القائل "الحاجة أم الإختراع" وذلك من خلال ملاءمة البنية الصناعية الوطنية في ظرف قياسي مع متطلبات المرحلة، وعلى نفس المنوال، وبغض النظر عن أزمة كورونا، يجب تكييف وتوجيه الآلة الصناعية الوطنية أو المحلية نحو تحقيق الاكتفاء الذاتي من السلع الأساسية الموجهة للإستهلاك الداخلي ونحو توفير مستلزمات وسائل الإنتاج التي تحتاج إليها قطاعات اقتصادية أخرى.

فإذا كان عصر ما بعد كورونا يأتي مع نهاية فترة الإستراتيجية الصناعية الوطنية "إيمرجانس 3" - الممتدة على 7 سنوات من 4102 إلى 0202 التي كان قد أعطى انطلاقها جلالة الملك حفظه الله يوم ثاني أبريل من سنة 4102 بالدار البيضاء - وانطلاق العمل بالنموذج التنموي الجديد الذي يعمل بنسخه باستمرار حسب تطور تأثيرات الأزمة الصحية العالمية التي أحدثها فيروس كورونا المتحور، فإننا بالمناسبة مدعوون اليوم وفي هذه الظرفية بالذات بالترامن مع التوقف القسري شبه الكامل للأنشطة البشرية حيث منحنا هذا التوقف الفرصة لتأمل والتدبر في كيفية الحلاق بالطلبة بعدما فجرنا طاقاتنا الخلاقة في ظرف وجيز شديد الصعوبة والتعقيد عجزت عن مقارنته أعتى القوى العالمية. ولتحقيق ذلك، علينا التمسك بالنهج الذي سلكناه أثناء عبور الجائحة بعدم التردد في خلق صناديق جديدة على غرار صندوق التبرعات لجابها تداعيات "كوفيد 19" تمويل بسخاء من طرف

وتشغيل الآلاف من اليد العاملة، إلا أن أول نواة حقيقية للتصنيع بالإقليم كانت في بداية القرن الواحد والعشرون سنة 1002 بإحداث المنطقة الصناعية لأيت يوسف وعلي، ثم جاء إحداث ثاني منطقة صناعية في سنة 2021 ضمن منطقة الأنشطة الاقتصادية لأيت قمر، مع الإشارة فأغلب المشاريع الصناعية المنجزة تهم الصناعات الغذائية التي تحتل نسبة لا بأس بها من النجاح والموجهة في جزء كبير منها للإستهلاك المحلي كالدهنيق والحليب والحلويات وتصبير وتعبنة بعض الخضر والفواكه.

لقد كان حريا بالحكومات المغربية المتعاقبة اتخاذ الصناعة والتكوين في المهن الصناعية كأساس للتنمية في مناطق المغرب النائية التي تفتقر هي القطاع الوحيد القادر على خلق قيمة مضافة لجميع الموارد والمواد وتمثيها، وهو القطاع القادر على خلق مناصب شغل قارة على مدار السنة وموطرة قانونيا بشكل مقبول، فلا يمكن الحديث مطلقا عن نهضة اقتصادية مرتقبة أو أية امكانية لاستيعاب الأفواج المتزايدة من خريجي المعاهد والجامعات بدون الإعتماد على الصناعة والابتكار في ظل تناؤل فرص النهوض بالقطاع الفلاحي الذي يتأثر بتعاقب فترات الجفاف الناجمة عن التقلبات المناخية التي تضرب العالم، أو بالقطاع السياحي الذي يتأثر بسرعة بالعوامل السياسية والاجتماعية الغير المتوقعة أو الصحية كما حدث هذه السنة مع تبعات فيروس كورونا المستجد. لا شك بأن جائحة كورونا بالرغم من آثارها السلبية الفادحة، فهي فرصة سانحة لاستخلاص الدروس والعبر كونها نبهتنا لإعادة النظر في واقع التنمية بالمغرب وتغيير النظر إلى مجموعة من النظريات والسلمت الاقتصادية والمالية، وجعلتنا نتحقق من الهفوات ومكانم الخلل التي يجب تصحيحها بنظامنا الاقتصادي والاجتماعي لأجل انطلاقا قوية نحو المستقبل، وهو ما أبانت عنه أمتنا بردة فعلا السريعة والبيديهية، وأثبتت أثناء هذه الأزمة بأنها قادرة على تحدي الصعاب في زمن عجزت فيه أغلب المنظومات الاقتصادية والصحية العالمية على مواجهة هذا الوباء الذي باغث البشرية بتطوره في عز نهضتها العلمية والرقمية.

"الدليل القانوني والاجتماعي للمشغل في ظل جائحة كورونا"

تقديم

تقوم غرفة التجارة والصناعة والخدمات لجهة طنجة تطوان الحسيمة بإغاثة محتوى موقعها الإلكتروني من خلال اطلاق صفحة الكترونية تحمل عنوان "الدليل القانوني والاجتماعي للمشغل في ظل جائحة كورونا". الصفحة مزودة بالمعلومات والمعطيات المتعلقة بظروف العمل و حقوق وواجبات المشغل في اطار الوضع الاستثنائي لحالة الطوارئ الصحية. اطلاق هذه الصفحة ستوفر من خلاله الغرفة اجابات على الاسئلة المتداولة للمقاولات، وسيحرص فريق عمل الغرفة بشكل دائم على تحسين المعلومات التي تتضمنها الصفحة انطلاقا من المستجدات الخاصة.



اعداد وتحرير : خالد بولعيش

أصلا لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي - وهي مخالفة للقانون - او غير مصرح بهم برسم شهر فبراير 2020، فإن المشغل لديه خيار منح عطلة اضافية للاجير مع تخفيض من الأجر - وذلك في اطار اتفاق بين الطرفين،

إغلاق المقاولات بناء على قرار السلطات العمومية يمكن تكييفه على انه قوة القاهرة، وانطلاقا من مبدأ " الأجر مقابل العمل " فإن المشغل يبقى من حقه عدم اداء الأجر في فترة الحجر الصحي.

ملحوظة: القرار الإداري بالإغلاق يدخل ضمن تدابير الشرطة الادارية لحفظ النظام العام (الامن العام، السكنية العامة، الصحة العامة)

4.المقاولات التي لا يشملها القرار الإداري القاضي بإغلاق المقاولات التي لا يشملها القرار الإداري القاضي بإغلاق تملك حق الاختيار بين:

1-الإغلاق الكلي بشكل طوعي اي التوقف المؤقت الشامل لنشاط المقاول،

2-الإغلاق الجزئي بشكل طوعي اي التقليل المؤقت لعدد الاجراء،

3-الاستمرار في النشاط بشكل اعتيادي.

5.المقاولات التي تختار الإغلاق الكلي او الجزئي:

المقاولات المذكورة مطالبة بمايلي :
- في هذه الحالة ايضا يتعين على المشغل التقدم بطلب استعادة اجرائه وكذلك بالتدريجين لديه في اطار عقد ادماج-العروف باسم عقد انابيك- من التعويض عن التوقف المؤقت الناتج عن جائحة كورونا لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي وفق الشروط المذكورة في العنوان الثالث من الدليل،

- عدم استدراك الالتزامات الموقوفة بعد انتهاء فترة التوقف.

3.المقاولات التي يطالها القرار الإداري القاضي بإغلاق

- ضرورة التزام المشغل بالقرار الإداري القاضي بإغلاق بعض الأنشطة الاقتصادية، ويتعلق الامر بالأنشطة التالية :

المقاهي والمطاعم،

القاعات السينمائية،

المسارح،

قاعات الحفلات،

الأندية والقاعات الرياضية،

الجمامات،

قاعات الألعاب،

وملاعب القرب.

- يتعين على المشغل او المقاوله التي تعاني صعوبات جراء جائحة كورونا التقدم بطلب استعادة اجرائها من التعويض عن التوقف المؤقت الناتج عن جائحة كورونا لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي وفق المسطرة و الاجال التي حددتها الجهة المناطة، مع ضرورة احترام الشروط التالية:

* التصريح بالاجراء لدى الصندوق المذكور برسم شهر فبراير 2020،

* تعليق أداء الاشتراكات المستحقة للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، خلال الفترة الممتدة من فاتح مارس 2020 إلى غاية تاريخ يحدد بنص تنظيمي، كشرط لفتح الحق في التعويضات التي يصرفها هذا الصندوق، وكذا في نظام التامين الإجباري الأساسي.

- في حال ما اذا كان الاجراء غير مصرح بهم

المحتويات:

1. الطبيعة القانونية لجائحة كورونا

يمكن اعتبار جائحة كورونا قوة القاهرة، باعتبارها واقعة لا يستطيع الانسان ان يتوقعها (لا المشغل ولا الاجير) انظر م 962 من قانون الالتزامات والعقود، حيث يشترط في الواقعة المكونة للقوة القاهرة ثلاثة شروط رئيسية وهي عدم التوقع، ثم استحالة الدفع، وان يكون السبب خارجيا.

2.العلاقة التعاقدية بين المشغل والاجر في ظل حالة الطوارئ الصحية

- مرسوم حالة الطوارئ الصحية و قرارات لجنة اليقظة الاقتصادية تشير الى ان الإغلاق والتوقف لنشاط بعض المقاولات ذو طبيعة مؤقتة ومرتبطة بفترة الطوارئ الصحية التي تمتد من تاريخ 42 مارس الى 02 أبريل 2020 وهي فترة قابلة للتديد بنص تنظيمي.

ومن نتائج ذلك:

- توقف مؤقت لعقد الشغل وليس إنهائه، وبالتالي فإن هذا التوقف يعني استمرار الرابطة العقدية وليس إنهائها.

- مدة التوقف المؤقت هي بمثابة مدة شغل فعلي تحسب في الاقدمية وفي منح العطلة السنوية المؤدى عنها (انظر م 45 و 932 من مدونة الشغل).

-التحاق جميع الاجراء بعملهم مباشرة بعد فترة الحجر الصحي باستثناء الاجراء الدين تربطهم بمشغليهم عقود شغل محددة المدة والتي تنتهي بحلول الاجل المحد لها او بانتهاء الشغل الذي كان موضوعا للعقود. (انظر م 33 من مدونة الشغل)

- كما انه في اطار التعبئة والتحميس بالإجراءات المتخذة من أجل ضمان السير العادي للمقاول، يمكن للمشغل عقد اجتماعات مع ممثلي الأجراء عند الاقتضاء مع مراعاة التدابير الوقائية المعتمدة من طرف الحكومة لمواجهة تداعيات هذا الفيروس،

- يحق للمشغل وفقا للقانون أن يمنع الأجير الذي تم تسجيل حالة مرضه من لوج أماكن العمل و يحق للمشغل قياس حرارة جسم الاجير قبل الدخول إلى مقر الشركة والتأكد من ارتدائه للكمامة، ويجب على المشغل الاتصال بالجهات المعنية قصد اتخاذ التدابير اللازمة،

- في حالة الحجر الصحي الطوعي الغير مثبت بشهادة طبية (حجر صحي اختياري) وهذه الحالة غير منظمة قانونا اللهم إذا كانت منظمة بموجب اتفاقية شغل جماعية أو عقود فردية أو نظام داخلي للمؤسسة، كما يمكن اعتبارها عطلة يستفيد منها الأجير وفقا لاتفاق بين الطرفين، ويمكن للمشغل في حالة عدم وجود اتفاق في الموضوع اعتبار الامر تغيب بدون مبرر، انظر م 93 من مدونة الشغل،

- في حالة مرض الاجير بفيروس كورونا او مرض اخر و المثبت بشهادة طبية يجب على المشغل ان يتعامل مع الامر باعتباره حجر صحي اجباري مشمول بمقتضى قانون الضمان الاجتماعي،

- في حالة الاجير الذي يرفض اداء العمل بسبب انتشار جائحة كورونا- وهو امر قد يكون شائعا في ظل انتشار الوباء- تعتبر مدونة الشغل هذا الامر بمثابة خطأ جسيم من قبل الاجير، انظر م 93 من مدونة الشغل. ملحوظة: اتفاقية العمل الدولية الخاصة بالسلامة والصحة المهنيين وبيئة العمل تعطي للأجير حق الانسحاب بسبب تهديد وشيك وخطير لحياته او صحته. لكن المغرب لم يصادق على هذه الاتفاقية.

كما ان القضاء يمكن ان يكون له رأي اخر وكيف هذا الرفض كقوة قاهرة وبالتالي نكون امام فصل تعسفي.

العادي ما لم تكن هناك مقتضيات أكثر فائدة للأجراء،

*التقليص من مدة الشغل العادية ولفترة متصلة لا تتجاوز 06 يوما في السنة.

ملحوظة: يمكن للمشغل ايضا (وفي اطار الوقاية من الازمات الدورية العابرة) اللجوء الى توزيع المدة السنوية الاجمالية للشغل على السنة (المحددة في 8822 ساعة في السنة) حسب حاجات المقاوله شريطة الا تتجاوز مدة العمل العادية وهي 01 ساعات في اليوم وذلك وفق برنامج توقي.

- الخيار الثالث وهو السماح للأجير بتنفيذ عمله من المنزل حيث تتيح مدونة الشغل في مادتها 8 امكانية تشغيل الأجراء بالمنزل لفائدة المشغل شريطة:

*توفير شروط الصحة والسلامة،

* توفير التأمين ضد حوادث الشغل،

* حصول اتفاق بين الطرفين حول عدم المساس بالحقوق المكتسبة الناتجة عن العلاقة الشغلية القائمة قبل اللجوء الى العمل من المنزل.

- الخيار الرابع وهو الزيادة في النشاط بسبب متطلبات مكافحة جائحة كورونا.

وهو المطلب الذي يمكن ان تواجهه بعض القطاعات الصناعية في اطار طلبيات استثنائية تتعلق بانتاج معدات طبية ووقائية وغذائية، حيث انه بالرجوع الى المادة 691 من مدونة الشغل فانه يمكن، إذا تحتم على المقاولات أن تواجه أشغالا تفرضها مصلحة وطنية، أو زيادة استثنائية في حجم الشغل، تشغيل أجراءها خارج مدة الشغل العادية شريطة ان تدفع لهم بالإضافة الى اجورهم، تعويضا عن الساعات الاضافية ووفق الشروط، المنصوص عليها في المرسوم 075.40.2 الصادر بتطبيق هذه المادة، كما اتاح المشرع هذه الإمكانية في م 781 و 881 من المدونة من خلال السماح بالشغل بالتناوب والتعاقب بحيث يتسنى للمؤسسة ان تبقى مفتوحة في جميع ايام الاسبوع وفق شروط محددة.

7.التزامات وحقوق المشغل في مجال حفظ الصحة والسلامة في ظل جائحة كورونا

- يشكل عام وحسب المادة 42 من المدونة فانه يجب على المشغل اتخاذ جميع التدابير الازمة لحماية وسلامة الأجراء وصحتهم، والإشارة هنا الى اعتماد طبيب الشغل والمصلحة الطبية للشغل(م703) ولجنة الصحة والسلامة المهنية(م733)

- المشغل عليه ارجاع المبالغ التي تم صرفها للأجير من طرف الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بناء على تصريح كاذب منه وابقائه تحت طائلة العقوبات،

- يمكن للمشغل ان يمنح لا جرائه العطلة السنوية المؤدى عنها ويستفيد من هذه الامكانية كإجراء وقائي وخلال فترة الطوارئ الصحية (انظر الباب الرابع من مدونة الشغل و المتعلق بالعطل السنوية المؤدى عنها)،

- كما يمكن الاتفاق بين المشغل والاجر على اشكال اخرى من العطل (عطلة اضافية مدفوعة الاجر، عطلة اضافية مع تخفيض من الأجر، عطلة غير مدفوعة الأجر).

- ملحوظة: لا يمكن تصور خيار منح الاجازات لفائدة الاجراء الا اذا كانت مدفوعة الاجر وبشكل يتجاوز القيمة النقدية المنوحة من طرف الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي او ان الاجراء غير مصرح بهم اصلا من طرف المشغل.

6. المقاولات التي تختار الاغلاق الجزئي اي التقليص المؤقت لعدد الاجراء وهي المقاولات التي تجد نفسها امام الخيارات التالية:

- الخيار الاول وهو تقليص عدد الاجراء حيث تشير م 66 من مدونة الشغل الى ان المشغل الذي يعتزم فصل الاجراء لا سباب تكنولوجية او هيكلية او ما يماثلها او لا سباب اقتصادية عليه ان يحترم مجموعة من الشروط والشكليات المنصوص عليها في هذه المادة.

ملحوظة: المادة 66 تتحدث عن الفصل النهائي وهو شئ يختلف تماما عن التوقف المؤقت في ظل جائحة كورونا حيث ان المشغل مطالب بالتصريح بالأجراء المتوقفين مؤقتا عن العمل لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، وبالتالي فان جميع الاجراء سيلتحقون بعملهم مباشرة بعد انتهاء الازمة.

- الخيار الثاني وهو تقليص مدة الشغل العادية، بحيث تشير م 581 من مدونة الشغل الى ان المشغل (وفي اطار الوقاية من الازمات الدولية العابرة) يمكنه التقليص من مدة الشغل العادية شريطة :

*استشارة مندوبي الأجراء والممثلين النقابيين بالمقاوله عند وجودهم،
*اداء الأجر عن مدة الشغل الضمنية على ألا يقل في جميع الحالات عن 5% من الأجر



تداعيات جائحة "كوفيد-19": حصيلة التدابير والجراءات المتخذة من طرف غرفة التجارة والصناعة والخدمات لجهة طنجة تطوان الحسيمة

II- عمل هياكل الفرقة :

ويتلخص في اجتماعات لجان اليقظة الداخلية والمكتب المسير و الأقطاب والجهاز الإداري :
1- انشاء خلية اليقظة على مستوى مقرات الفرقة (المذكرة الإدارية 17 مارس 2020 - المذكرة الإدارية 23 ماي 2020) لمواكبة المبكرة لتجار والمهنيين (بلاغ 16 مارس 2020 و بلاغات اخرى دورية).



انصب عمل لجان اليقظة الداخلية المكون من الطاقم الإداري وأعضاء الفرقة خلال هذه الفترة على تنفيذ قرارات وتوجيهات المكتب المسير بخصوص مواكبة المهنيين عبر التواصل المستمر ومتابعة التطورات الوطنية والجهوية، حيث تم :

• عقد 95 اجتماع للفريق الإداري عن بعد خلال الفترة المرتبطة بحالة الطوارئ الصحية.
• برمجة 09 حصص من التكوينات في الإدارة الالكترونية ومواضيع أخرى من أجل العمل على ملائمة برنامج عمل الفرقة مع حالة الطوارئ الصحية وتداعياتها ووضع مخطط ضمان



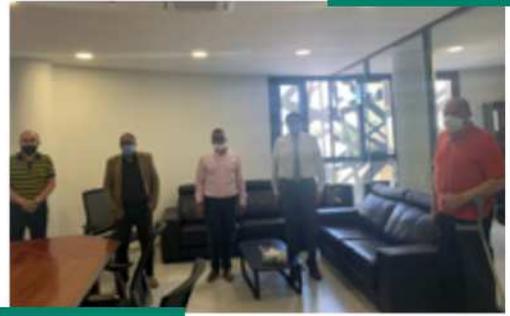
2- انشاء خلية اليقظة على مستوى مقرات الفرقة (المذكرة الإدارية 17 مارس 2020 - المذكرة الإدارية 23 ماي 2020) لمواكبة المبكرة لتجار والمهنيين (بلاغ 16 مارس 2020 و بلاغات اخرى دورية).

مع تفشي فيروس كورونا الجديد "كوفيد-19" في العالم، وعلان المغرب عن حالة الطوارئ الصحية يوم 19 مارس 2020، بسائر أرجاء التراب الوطني، تفاعلت الفرقة بسرعة مع تطورات الأوضاع الصحية والإدارية على المستوى الوطني، بتوجيهات من السيد رئيسها والسادة أعضاء مكتبها المسير، وعجلت باتخاذ سلسلة من التدابير والجراءات اللازمة من أجل ضمان استمرارية أداء المرفق العمومي وضمان صحة وسلامة الاطر الإدارية والمرتفقين، وايضا باطلاق جملة من المبادرات للحد من تداعيات فيروس كورونا المستجد (كوفيد 19) على مختلف القطاعات الاقتصادية، والتي تكثرت بالعديد من الفرقات طيلة امتداد الفترة المرتبطة بحالة الطوارئ الصحية، وتتلخص هذه التدابير والجراءات والمبادرات في ثلاث محاور:

1-ملائمة عمل المؤسسة واتخاذ التدابير الاحترازية:

اتخاذ التدابير الاحترازية:

1- اتخاذ ما يلزم سواء من خلال ضمان استمرارية العمل الإداري واتخاذ تدابير الوقائية من خلال التعقيم الدوري لمقرات العمل وتوفير وسائل التطهير والتعقيم والكمادات وتزليل اشربة فيديو تحسيسية لالتزام الاجراءات الوقائية داخل مقرات عملها.



مساهمتها في صندوق مواجهة " كوفيد-19 " :

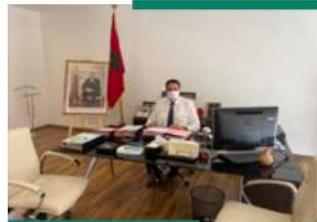
وعيا منها بالظرف الاستثنائي الذي تمر به بلادنا ومن أجل المساهمة في احتواء التداعيات الاقتصادية لجائحة كوفيد-19، قررت الفرقة التقدم بمساهمة مالية على شكل هبة قدرها عشرة ملايين درهم لفائدة «الصندوق الخاص بتدبير جائحة فيروس كورونا كوفيد 19.



والخدميين ومؤسسات القطاع الخاص، الشركات والمفاولات بجميع أشكالها، وذلك من خلال:

-تواصلها المستمر مع لجنة اليقظة الاقتصادية والجهات المختصة للبحث عن آليات التعامل مع التطورات الناتجة عن انتشار فيروس كورونا كوفيد 19:

وأكب السيد رئيس الفرقة عمر مورو عمل لجنة اليقظة الاقتصادية منذ انشائها يوم 11 مارس 2020 الى اخر اجتماعها الثامن بتاريخ 21 ماي 2020، بصفته رئيس اتحاد غرف التجارة والصناعة والخدمات بالمغرب، عضو من أعضاء لجنة اليقظة الاقتصادية، حيث تم خلال اجتماعاتها تقديم جميع اقتراحات وتوصيات المهنيين لاسيما تلك المنبثقة عن اجتماعات السادة رؤساء الغرف.



استمرارية العمل ومقما لدورية قطاع تحديث الإدارة وطبقا لمقتضيات الجودة وشهادة "الايزو 9001"، على مستوى تعزيز التواصل مع المهنيين ومواكبتهم لوضع الاقتراحات والتصورات التي من شأنها التخفيف من حدة آثار الجائحة على المهنيين وتدارس أوضاعهم وسبل إعادة استئناف أنشطتهم وأعمالهم:

عمل المكتب المسير على امتداد الفترة المرتبطة بحالة الطوارئ الصحية على تكثيف اتصالاته ومشاورته الداخلية من أجل بلورة التصورات والإجراءات التي يتعين على الفرقة اتخاذها وذلك من خلال عقد 06 من اجتماعاته الشهرية عن بعد، عمل أعضاء الفرقة من خلال عقد 05 اجتماعات الأقطاب على تدارس أوضاع المهنيين والقطاعات المتضررة.

عقد أكثر من 20 سلسلة من اللقاءات بين الأعضاء والمهنيين بمختلف أقاليم الجهة بغية وطم الاقتراحات والتصورات.

ونتيجة لكل هذه الاجتماعات تمت صياغة مذكرة تتضمن تصورات الفرقة بخصوص الأزمة وتمثل هذه التصورات في:

إجراءات متصلة بالقطاع البنكي وإجراءات ذات طابع تشريعي وإجراءات تنظيمية للشباب المهني وإجراءات الصحة والسلامة وإشراك المهنيين في التحول الرقمي وإجراءات الحماية والتضامن الاجتماعي. وقد تم تقديم المذكرة الى جامعة الغرف المغربية للتجارة والصناعة والخدمات بتاريخ 28 أبريل 2020.

-مواكبة المهنيين والائخرات في مجهودات مواجهة تداعيات فيروس كورونا:

انخرطت الفرقة في جميع المجهودات التي بذلتها الدولة للتخفيف من الآثار الاقتصادية والاجتماعية الناتجة عن تداعيات الأزمة العالمية لانتشار فيروس كورونا المستجد وتأثيرها على أوضاع المهنيين من التجار و الصناع



1-قامت الفرقة على امتداد فترة الحجر الصحي بإصدار 09 بلاغات لمواكبة المهنيين وإخبارهم بالمستجدات وبيانات لتقديم مواكبتها واقتراحاتها بخصوص تطورات الأوضاع الصحية والاقتصادية والاجتماعية ونشر ما يقارب 116 مواد لتوفير المعلومة ومواكبة المتسبين و19 اصدارات تتضمن:



الرباط الخاص لتحميل جميع الاصدارات :

<http://www.ccistanger.gov.ma/FR/docs->

1- قامت الفرقة على امتداد فترة الحجر الصحي باصدار 09 بلاغات لمواكبة المهنيين وإخبارهم بالمستجدات وبيانات لتقديم موافقتها واقتراحاتها بخصوص تطورات الأوضاع الصحية والاقتصادية والاجتماعية ونشر ما يقارب 116 مواد لتوفير المعلومة ومواكبة المنتسبين و 19 اصدارات تتضمن :

•دراستين من أجل توفير وتبسيط المعلومة، دراسة ميدانية باللغتين العربية والفرنسية أنجزتها بخصوص رؤية اقتصادية وخارطة طريق للاقتصاد الجهة في زمن ما بعد كورونا، وهي الدراسة التي قدمتها الفرقة في ندوة صحفية عن بعد حول الموضوع بتاريخ 13 يونيو 2020. ودراسة مقارنة حول الإجراءات المتخذة لمواجهة تداعيات فيروس كورونا على مستوى عينة مختارة من بلدان الفضاء المتوسطي.

•دلائل قانونية واجتماعية للمشكل في ظل حالة الطوارئ لتسعف المهنيين في التعامل مع الأوضاع المستجدة الطارئة عن حالة الطوارئ الصحية.

•دلائل وملصقات للمهنيين و 05 أشرطة فيديو تحسيسية حول تشجيع المنتج الوطني وكيفية استئناف العمل بالمعامل التجارية والمقاولات الصناعية والخدمات من أجل ضمان السلامة الصحية للمواطنين وتأمين الشروط المناسبة لعودة الحياة الاقتصادية لطبيعتها.

4- التواصل مع المؤسسات المختصة وتشجيع المبادرات المهنية لمواجهة الوباء :

في هذا الإطار واصلت الفرقة التنسيق مع المؤسسات المختصة بخصوص تتبع الأوضاع والوقوف على ما يجب اتخاذه من إجراءات وتدابير وفي هذا الصدد قامت :

• بمراسلة 71 جماعة محلية على مستوى أختا بعين الاعتبار الظروف الحالية في ما يتصل باحتساب الضرائب الجماعية وكذا الأكرية الجماعية، مع العلم ان العديد من السادة رؤساء الجماعات قاموا باتخاذ تدابير بهذا الصدد وعبروا عبر بيانات متعددة عن مواكبتهم للقضايا المتصلة بالمهنيين و ذلك على غرار جماعات واد لو، اجدير، امزورن، العرائش، شفشاون...

• بالتواصل مع المهنيين من أجل طمئنه على المساهمة في مجهودات مواجهة الجائحة، وذلك على غرار الاجتماع بجمعية المغربية لصناعة النسيج واللبسة من أجل انتاج كمادات مجانية وكذا تشجيع الصناع المحليين على الابتكار لمواجهة الفيروس.



الندوات عبر وسائل التواصل عن بعد وفي هذا الصدد تم تنظيم :

- 11 لقاءات تواصلية مع الجمعيات المهنية على صعيد أقاليم الجهة لتدارس وضعية القطاعات والبحث عن السبل للخروج من الأزمة. - 09 ندوات تواصلية حول عدة مواضيع كالإقتصاد الرقمي والتجارة الداخلية والسياحة والإجراءات القانونية والاجتماعية المرتبطة بأزمة كورونا الى غير ذلك.

5- تنظيم لقاءات و ندوات عن بعد: *على المستوى الداخلي للجهة :

من أجل التواصل مع المهنيين لتبادل الراي و تعميق النقاش والبحث عن أفضل السبل لتدارس الأوضاع المترتبة عن جائحة كورونا، وكذا استشراف مرحلة ما بعد كورونا وكيفية اعطاء انطلاقة جديدة لمختلف القطاعات الاقتصادية والمهنية، في هذا الإطار قامت الفرقة بتنظيم سلسلة من اللقاءات التواصلية والعديد من



• العمل على عقد اجتماعات بين الشطاعت المهمة لدول الحوض المتوسطي، ما إن تسمح الظروف بذلك.

وكان الاجتماع فرصة للبراز التجربة المغربية الناجحة بشهادة الجميع في محاربة تبعات وباء "كوفيد-19".



6- تنظيم تكوينات عن بعد لفائدة الجمعيات المهنية والتجار:

في إطار البرنامج الاستراتيجي للفرقة، وتنريلا لبرنامج عملها لسنة 2020، تم خلال شهر يونيو استئناف انطلاق سلسلة الدورات التكوينية عن بعد لمركز تكوين التاجر على مستوى الجهة، والذي يهدف الى توفير فضاء للانفتاح التاجر على محيطه وتتبع مختلف المستجدات الضريبية والتجارية والتسويقية، كما يهدف الى تطوير قدرات التاجر وتحسين امكانياته التنافسية و المساهمة في تكريس مفهوم الجودة والخدمة المتميزة بما يضمن استمرار التاجر في أداء مهامه و ادواره الاقتصادية والاجتماعية.



*على المستوى الوطني:

- لقاء مع السيد رئيس الحكومة : في إطار مواصلة سلسلة اللقاءات التشاورية مع مختلف القوى السياسية والنقابية والجمعوية لتدبير مرحلة ما بعد 10 يونيو، عقد رئيس الحكومة.

*على المستوى الدولي:

- اجتماع المكتب المسير للاسكامي: في إطار الأنشطة الدولية للفرقة، شارك السيد عمر مورو رئيس الفرقة ونائب رئيس الاسكامي (EMACSA) (جمعية غرف التجارة والصناعة لحوض



البحر الأبيض المتوسط) في اجتماع مكتب المسير للجمعية الذي عقد عن بعد يوم الأربعاء 01 يونيو 2020 مع ممثلين عن دول الحوض المتوسطي، وكان اللقاء فرصة لتبادل الأفكار والمفكرات لتنفيذ افلام اقتصادي ناجح يخرج الدول من دوامة الركود، و قد اتفقت الفرق على ما يلي:

- انشاء منصة تشاركية للتجارب و المبادرات الاقتصادية ما بين دول الحوض المتوسط
- اعداد ندوة ما بعد كورونا، لتبادل الخبرات بين الفاعلين الاقتصاديين.

لقاء عن بعد يوم السبت 30 مايو 2020 جمعه برؤساء غرف التجارة والصناعة والخدمات بحضور وزير الصناعة والتجارة والاقتصاد الأخضر والرقمي، وكما دأبت الفرقة منذ نشي وباء كورونا المستجد على تتبع الوضع عن كثب ليواصل كل المستجدات لمهنيي الفرقة ومنتسبيها وذلك باعتماد سلسلة اللقاءات والخبرات الإعلامية عبر كافة الوسائل الإعلامية المكتوبة والمرئية والمسموعة إضافة إلى البث التواصل الجديدة، حيث شملت كافة الإجراءات التي اتخذت محليا وجهويا وطنيا.